

MADAGASCAR

REVUE DE PRESSE - MAI 2020

Sommaire

POLITIQUE.....	1
▶ Lutte contre le Covid-19 - Controverses sur le Covis-Organics	1
▶ La « diplomatie sanitaire » d'Andry Rajoelina	13
▶ Affaires nationales	16
▶ Diplomatie - Iles Eparses.....	18
DROITS HUMAINS - GOUVERNANCE	19
▶ Insécurité, dahalo, justice populaire, enlèvements.....	20
▶ Justice, situation carcérale	21
▶ Droits des enfants, éducation	21
▶ Santé.....	22
▶ Médias, communication	23
ÉCONOMIE - SOCIAL.....	24
▶ Ressources naturelles	24
▶ Environnement, aménagement, litiges fonciers.....	25
▶ Coopération, bailleurs de fonds.....	26
▶ Economie - Social.....	26

POLITIQUE

▶ Lutte contre le Covid-19 - Controverses sur le Covis-Organics¹

01/05 - Quatre nouveaux cas de contamination en 48 h. Le bilan fait aussi état de 10 nouveaux cas de guérison ; 38 malades sont hospitalisés, 94 sont guéris. La Grande île n'a enregistré à ce jour aucun décès. Andry Rajoelina a affirmé que l'état de santé des malades ayant pris le Covid-Organics s'est amélioré au bout de 7 jours et qu'une guérison totale avait été constatée au bout de 10 jours.

Le déconfinement progressif est entré en vigueur le 20 avril. Les gestes barrière et la distanciation sociale sont toujours de rigueur. Le port du masque est obligatoire dans la rue et le non-respect de cette mesure est sanctionné par des travaux d'intérêt général. Pour accompagner le déconfinement partiel, Andry Rajoelina a massivement distribué des masques mais aussi la tisane Covid-Organics.

02/05 - La veille sanitaire aux frontières maritimes de Nosy Be et dans toute la partie Nord et Nord-Ouest a été renforcée suite à l'apparition officielle du premier cas de coronavirus aux Comores. Selon certaines rumeurs, ce pays recèlerait déjà de nombreux cas de contamination et on assisterait à des intrusions clandestines de ressortissants comoriens fuyant la pandémie dans l'archipel. La population redoute une immigration massive comorienne à Mahajanga. Un contingent d'une cinquantaine d'éléments des forces navales malgaches a été déployé. Un avion a été dépêché pour surveiller les côtes. L'opération porte le nom de « *Sakana 19* »

Les impacts de la pandémie vont au-delà de la crise sanitaire. Le Cercle de réflexion des économistes de Madagascar (CREM) prédit une crise alimentaire au moins au cours des deux prochaines années. Il y a un risque que les pays qui exportent des produits de première nécessité réduisent leurs exportations. La réduction des activités de production liée aux différentes mesures de confinement a touché l'ensemble des secteurs y compris le secteur alimentaire. Cela a entraîné ces dernières semaines l'emballement des marchés

¹ Cf l'article du Monde - Laurence Caramel - 19/05/20 – Blog Justmad - <https://p9.storage.canalblog.com/96/27/448497/126844122.pdf>
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/19/coronavirus-a-madagascar-le-president-defend-son-remede-miracle_6040069_3212.html

internationaux notamment des céréales. Il y a également l'incertitude autour de la prochaine récolte en Europe, menacée par une possible sécheresse. Des importateurs font déjà des réserves en prévision d'une éventuelle pénurie. Cette analyse du CREM rejoint ainsi celle de l'ONU. Le Cercle prône la mobilisation de la population pour des plantations vivrières massives afin de garantir l'approvisionnement alimentaire.

02/05 - Le conseil des ministres prolonge de 15 jours l'état d'urgence sanitaire. Il s'agit de la 2^e prolongation depuis le 21 mars.

25 000 ménages issus de 150 Fokontany de Toamasina vont bénéficier du « *Tosika Fameno* » (programme de protection sociale piloté par les Nations unies)

04/05 - 19 nouveaux cas confirmés en 2 jours. 8 nouveaux cas ont été localisés dans l'Est et parmi les employés de la société minière Ambatovy, les autres nouveaux cas ont été relevés à Antananarivo, ce qui porte le nombre de cas confirmés à 151. 98 malades ont été guéris depuis le début de l'épidémie, 53 personnes sont toujours hospitalisées. La société Ambatovy a été mise en quarantaine. Le coronavirus affecte sept régions et quinze districts.

Le relâchement de la population et l'augmentation des cas de contamination amènent le président à maintenir le confinement partiel et à durcir les sanctions contre les récalcitrants aux mesures barrières. Le confinement des régions Analamanga, Atsinanana et Matsiatra Ambony est prolongé. Le constat est que le déconfinement progressif engagé le 19 avril a mené à un relâchement. Des transporteurs en commun ne respectent pas la limitation du nombre de passagers. Il y a aussi ceux qui font fi de l'obligation de port du cache-bouche. La durée des travaux d'intérêt général imposés aux récalcitrants est portée à une demi-journée. Les transporteurs en commun en infraction verront leur véhicule mis en fourrière.

Des enseignants des écoles privées ne mangent plus à leur faim. Les dispositifs de confinement ont chamboulé leur vie. Dans l'attente de la reprise des cours des classes qui ne sont pas des classes d'examen ils ne disposent d'aucune aide publique. Certains cherchent à exercer d'autres activités. Le nombre d'enfants décrocheurs risque d'exploser.

Intervenant sur les chaînes nationales, Andry Rajoelina a vanté pendant près d'1h30 les bienfaits du Covid-Organics. Il a demandé à ce que « les critiques concernant ce remède cessent ». « *Des essais cliniques d'injections à base d'artémisia sur les nouveaux malades du Covid-19 seront effectués à partir de la semaine prochaine* », a-t-il indiqué. Une usine de transformation d'artémisia sera créée d'ici un mois. « *Cette plante peut guérir beaucoup de maladies. Si nous n'agissons pas vite, d'autres chercheurs vont nous dépasser* », a précisé le chef de l'État. « *La transformation de cette plante médicinale permettra l'accélération du développement économique du pays et fera de Madagascar un des pays les plus émergents d'Afrique* », affirme-t-il. La population est incitée développer la culture de l'artémisia, dont la production est déjà de 3 000 tonnes. « *A partir de maintenant, l'artémisia ne sortira plus de Madagascar et nous nous chargerons de sa transformation. Dans ce domaine, Madagascar exercera sa propre souveraineté* », a-t-il encore annoncé. Près de dix mille agriculteurs cultivent cette plante pour le compte de Bionexx, sur plusieurs centaines d'hectares répartis sur différents sites à travers l'île. Des essais cliniques d'un autre protocole de traitement à base de CVO devraient démarrer incessamment. Le chef de l'Etat parle d'une administration par « *injection* », sans indiquer comment et durant combien de temps cet essai clinique sera fait, ni le nombre de patients qui ont accepté de s'y soumettre. Des médecins américains et d'autres nationalités seraient associés. « *Madagascar n'acceptera jamais de faire l'objet d'essai en matière de vaccination* », a-t-il souligné.

La région Itasy entend promouvoir la culture d'artémisia annua sur un terrain de 1000 ha dans trois localités.

Madagate écrit : « le 29 avril 2020 est une date que le continent africain tout entier n'oubliera jamais. Ce, grâce à l'intervention du président de Madagascar, Andry Rajoelina, 46 ans, qui a démontré, l'espace d'une visioconférence [avec ses homologues africains] qu'il fait partie de l'Histoire, qu'il fait l'Histoire, qu'il est l'Histoire. »

Réaction de Juvence Ramasy, universitaire, au sujet de la campagne présidentielle en faveur du Covid-Organics : « *On ne peut qu'applaudir 'l'efficacité' de l'opération : J0 - 24 mars - La lettre appel à projet de Lucile Cornet Vernet [orthodontiste, fondatrice française de la Maison de l'Artemisia] parvient au gouvernement. + 15 jours - 8 avril - Andry Rajoelina annonce la découverte d'un traitement. + 12 jours - 20 avril - Lancement du produit et de la campagne. On aurait juste aimé, quand il s'agit de la survie des plus démunis, trouver un peu plus de sérieux, de rigueur organisationnelle et scientifique, de responsabilité, de transparence, de respect des gens ... Et pas seulement la preuve de capacités d'improvisation, de communication ... On aurait juste aimé ne pas avoir en tête le désagréable sentiment qu'il n'y a là encore qu'affaire de manipulation politique des populations et des opinions qui surfent sur des nationalismes ou des africanismes primaires ... On aurait juste aimé ne pas avoir en tête le désagréable sentiment qu'il n'y a là encore qu'affaire gros sous...*

Et que dire face à ce cirque quand on constate que le paludisme 'a affecté 1 016 327 personnes, à Madagascar, dont 657 ont péri', dont on ne dit rien... Alors même qu'on aurait sous la main un traitement. » Un point de vue partagé par l'éditorialiste de Tribune² qui évoque « un joli coup commercial et politique ».

La Vérité écrit : « *il est évident que cette solution 'made in Madagasikara' ne fait absolument pas l'affaire de ce qu'il convient de désigner par 'mafia pharmaceutique internationale', un conglomérat qui fait de la santé publique mondiale un véritable 'pharmacobusiness' et qui comprend, outre bien évidemment les multinationales de l'industrie pharmaceutique, des autorités sanitaires de certaines grandes puissances ainsi que, last but not least, certains grands noms de la presse internationale agissant pour le compte des précédents. »*

Gouvernance de proximité - Le comité Loharano pour la gestion des aides à la population adopté par décret. L'exécution des dispositions légales pour la nomination des responsables est attendue. Les consultations sur la mise en place de cette structure sociale se poursuivent. Le mode de désignation de ses membres pose problème dans certains Fokontany. Les habitants exigent plus de transparence dans le processus, de peur que les nouveaux responsables recrutés ne satisfassent pas leurs attentes. D'après les critères énumérés par le président de la République, ce sont des personnes de bonne volonté, intègres, non corrompues et dignes de confiance. Les maires et les députés contrôleront et coordonneront le fonctionnement du système de gouvernance de proximité.

05/05 - Les coopératives de transporteurs urbaines et suburbaines ont décidé de suspendre leurs activités. Depuis ces 15 derniers jours, ils n'auraient cessé d'accumuler des pertes suite aux contraintes liées aux mesures obligatoires de prévention. Avec un temps de travail limité et un nombre de passagers réduit ils ne peuvent plus couvrir leurs charges. Une décision qui serait aussi motivée par la hausse du nombre des cas enregistrés de Covid-19 et l'impossibilité de disposer de gel hydroalcoolique.

Dans les régions concernées par le confinement, les lieux de culte sont autorisés à rouvrir mais « *la distanciation sociale et les mesures barrières doivent être respectées* », a rappelé David Rakotonirina, président du FFKM. « **Une liste complète des fidèles qui ont été présents au culte doit être aussi parvenue au niveau des préfets et des chefs de district** », ajoute-t-il. Les cultes ont repris depuis deux semaines dans les temples et églises après un mois de suspension, mais leur tenue devrait se faire encore dans des conditions contraignantes. Le diocèse catholique d'Antananarivo a choisi de prolonger la fermeture de toutes ses églises.

L'OMS met en garde au sujet de l'efficacité de certains remèdes - Au moment où des efforts sont faits pour trouver un traitement au Covid-19, la prudence doit rester de mise pour ne pas verser dans la désinformation, particulièrement sur les médias sociaux, au sujet de l'efficacité de certains remèdes, déclare l'Organisation dans un communiqué. « *De nombreuses plantes et substances sont proposées alors qu'elles ne répondent pas aux normes minimales de qualité, d'innocuité et d'efficacité et qu'aucun élément factuel n'atteste du respect de ces normes. L'utilisation de produits destinés au traitement du Covid-19, mais qui n'ont pas fait l'objet d'investigations strictes, peut mettre les populations en danger et les empêcher d'appliquer des mesures telles que le lavage des mains et la distanciation physique qui pourtant sont des éléments cardinaux de la prévention du Covid-19. Cela peut aussi accentuer le recours à l'automédication et accroître le risque pour la sécurité des patients* », soutient-elle.

07/05 - L'Afrique du Sud révèle avoir reçu un appel du gouvernement malgache pour demander de l'aide en matière de recherche sur l'artémisia. Le ministère de la santé sud-africain a répondu : « *Nos scientifiques seraient en mesure d'aider dans cette recherche. Nous ne nous impliquerons que dans une analyse scientifique de l'herbe mais nous n'en sommes pas encore là.* » Le motif de cet appel à l'aide soulève des interrogations dans les médias. Laisse-t-il entendre que les recherches de l'IMRA ne sont pas concluantes ou sont inabouties ?

Emploi de l'artémisia - L'Agence française de la sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) met en garde. Dans un communiqué elle déclare : « *Nous avons constaté des messages portant sur l'artémisia annua et ses supposées vertus thérapeutiques. Au-delà d'un risque d'inefficacité, le recours à ce type de produit en automédication peut présenter un danger pour la santé.* » Selon l'ANSM, les produits à base de cette plante « *n'ont jusqu'alors pas fait la preuve de quelconques vertus thérapeutiques. Nous rappelons que cette plante a auparavant fait l'objet du même type de message sur de prétendues vertus thérapeutiques contre le paludisme. Là encore, la preuve de son efficacité n'a pas été démontrée et des personnes en ayant pris ont développé des formes graves de paludisme lors d'un séjour à l'étranger.* »

² <https://www.madagascar-tribune.com/Les-chroniques-de-Ragidro-Artemisia-Artemisinine-Covid-Organics.html>
Cf. Blog Justmad - <https://p1.storage.canalblog.com/15/73/448497/126722037.pdf>

08/05 - Rebond de contaminations - 35 nouveaux cas confirmés. 22 sont localisés à Antananarivo, dont 9 enfants. Les 13 autres sont tous à Toamasina. Selon Gaetan Solofomalala Duval, secrétaire général du ministère de la santé, cette hausse de nouveaux cas s'explique en partie par le laxisme des habitants de Toamasina quant au respect des gestes barrières. Andry Rajoelina a pointé du doigt l'indiscipline et l'insouciance de la population. Et d'évoquer notamment le cas de certains employés d'Ambatovy qui, malgré la mise en quarantaine, ont réussi à quitter le site. Certains d'entre eux ont même réussi à rejoindre Antananarivo et Antsirabe. 985 personnes ont subi un test PCR à Toamasina, dont des employés d'Ambatovy et leurs familles, au nombre de 598, ainsi que 387 personnes soupçonnées d'être entrées en contact avec eux. On attend les résultats de ce dépistage massif.

Le nombre d'enfants atteints augmente. Une tendance inquiétante pour les parents d'élèves qui réclament à nouveau la fermeture des écoles dans la capitale.

Huit taxis-brousse qui tentaient de quitter clandestinement la région Analamanga ont été mis en fourrière. 14 individus, notamment des chauffeurs et leurs aides ainsi que des rabatteurs, ont fait l'objet d'une enquête. L'un des conducteurs et son aide avaient tenté de corrompre les policiers chargés du contrôle routier.

La directrice de l'OMS pour l'Afrique rappelle à l'ordre les dirigeants du continent contre la tentation de promouvoir des remèdes traditionnels contre le coronavirus sans tests scientifiques sérieux, et invite Madagascar à soumettre le Covid-Organics à des essais cliniques afin de « *vérifier son efficacité (...) et sa sécurité sur les populations. J'encourage le respect des processus scientifiques sur lesquels nos gouvernements se sont engagés* », poursuit-elle, se montrant réticente à la promotion de cette boisson qui pourrait avoir un effet contre-productif.

Des étudiants malgaches en France tirent la sonnette d'alarme et demandent leur rapatriement. La plupart seraient à court de ressources. Interpelée, l'ambassade de Madagascar en France a rappelé que les frontières de la Grande île restent fermées. La prise de décision en ce qui concerne les rapatriements se fera en fonction à l'évolution de la situation. Les étudiants envisagent de faire appel à la solidarité de la diaspora qui s'organise pour venir en aide aux compatriotes en difficulté.

09/05 - Les 35 cas positifs annoncés la veille devront faire un nouveau prélèvement sur un plateau technique commun avec le Centre d'infectiologie Charles Mérieux. Des représentants de l'Institut Pasteur et du ministère de la santé assisteront à ces prélèvements. Une enquête interne est en cours pour déterminer les conditions dans lesquels ces premiers prélèvements litigieux ont été faits.

La ministre de l'éducation nationale, Rijasoa Josoa Andriamanana, a confirmé que les 9 enfants de 9 à 12 ans atteints du Covid-19 sont des élèves d'une même école privée d'Alarobia. Bon nombre de parents d'écoles privées ont décidé de ne plus envoyer leurs enfants en classe. Le taux d'absence grimpe et des fermetures pourraient être décidées. « *Les écoles privées n'ont pas besoin d'une permission spéciale pour fermer leurs écoles* », explique le directeur de l'Office national des écoles privées. « *Vu la hausse des statistiques qui font état d'enfants testés positifs, on demande le report de la reprise des cours* », affirme Hony Radert, secrétaire général du CCOC. Le ministère de l'éducation indique « *comprendre l'inquiétude des parents* » et précise que « *le gouvernement est en train d'étudier l'évolution de l'épidémie. Une décision concernant le maintien des cours sera prise ensuite.* »

Des essais cliniques ont débuté depuis trois semaines sur une dizaine de malades du coronavirus à Madagascar. C'est ce qu'indique Rafatro Herintsoa, l'un des chercheurs en médecine traditionnelle et chef de laboratoire à l'IMRA, désigné par les autorités pour répondre aux questions concernant le Covid-Organics. **Rafatro Herintsoa a fait savoir que le Covid-Organics n'avait pas obtenu le feu vert de l'administration en charge du contrôle des médicaments.** « *Cette autorisation n'est pas encore obtenue* », a-t-il déclaré. « *L'entité qui est propriétaire du brevet sur ce remède n'a pas encore accepté de dévoiler les deux autres plantes qui le composent. Cependant, l'État a délivré une autorisation temporaire de mise en vente à Madagascar* », a ajouté le directeur de l'IMRA. En cause, le secret qui entoure sa composition. Derrière ce mystère, la volonté des scientifiques malgaches de faire breveter leur décoction avant de rendre public les produits et donc de pouvoir la vendre à l'étranger.

Lutte contre le coronavirus : « Echec total du régime », selon Roland Ratsiraka. Le député de Toamasina considère que « *le gouvernement n'a pas de stratégie, que ce soit pour le confinement ou le déconfinement* » et qu'il aurait dû considérer davantage le rôle des épidémiologistes. L' élu estime aussi qu'il faudrait prioriser le plan d'urgence sociale et limiter le confinement aux Fokontany les plus touchés. Il reproche au pouvoir de tout piloter depuis la capitale et au chef de l'Etat d'intervenir en première ligne dans la gestion de la crise et de faire de la promotion du Covid-Organics une affaire politique alors que « *rien n'est maîtrisé concernant ce remède.* » L'autre élu de Toamasina, le député IRD Justin Famindra, a fermement condamné les propos tenus

par Roland Ratsiraka qui s'est déclaré favorable à la réouverture de la circulation sur les grands axes : « C'est tout bonnement vouloir la mort de la population de Toamasina », s'est-il insurgé.

Le parti HVM de Hery Rajaonarimampianina juge « inefficaces les mesures prises dans le cadre du confinement et que l'explosion des cas de personnes atteintes menace les régions ». Le HVM veut mettre en œuvre un programme de tests massifs et il revendique beaucoup plus de latitude pour la presse « afin de fournir aux citoyens les informations vérifiées qui les intéressent. »

10/05 - La Pr Hanta Vololontiana annonce 13 nouveaux cas confirmés dont 7 à Toamasina, les autres à Antananarivo, Moramanga, et Antsirabe. Le nombre de personnes contaminées depuis le 19 mars s'élève à 171, sans compter les 67 cas suspectés positifs qui ont subi des contre-tests et dont on attend encore le résultat. Le syndicat des paramédicaux, des infirmiers et des sages-femmes a annoncé la contamination au Covid-19 de cinq soignants.

La gendarmerie renforce les contrôles au niveau des sorties et des entrées des trois régions les plus touchées par le Covid-19 : Analamanga, Haute Matsiatra et Atsinanana. Seuls les véhicules disposant d'autorisation spéciale de circuler peuvent entrer ou sortir de ces régions suite à la découverte de nouveaux cas à Moramanga et Antsirabe. La brigade d'Intervention spéciale de l'armée a déployé des équipes composées de médecins et d'aides-soignants pour renforcer le personnel soignant de la région Atsinanana.

11/05 - L'Institut Pasteur (IPM) convoqué par le premier ministre, assisté des ministres de la santé et des affaires étrangères. L'entretien a porté notamment sur les contradictions affectant la publication des statistiques de personnes contaminées. Une enquête sera menée pour connaître les raisons de cette situation. Le Centre de commandement opérationnel (CCO) avait annoncé le 7 mai 35 nouveaux cas confirmés, chiffre contesté par le chef de l'Etat qui a demandé d'effectuer de nouveaux tests dont on attend encore les résultats. L'OMS avait révélé le même jour la détection de 67 nouveaux cas, pour s'aligner ensuite sur les données publiées par le CCO. Soit une différence de 32 cas confirmés. Le verdict est attendu. *L'Express* écrit : « *L'opinion publique s'interroge sur l'atmosphère des relations entre l'État et l'IPM, notamment dans cette guerre contre le coronavirus.* »

Etablissements scolaires privés : directeurs d'écoles et enseignants montent au créneau. Ils affirment ne plus avoir de quoi vivre, en dépit de la reprise des cours pour les élèves des classes d'examen. Dans l'impossibilité de percevoir les écolages, les cours n'ayant pas pu se tenir pour cause de confinement, les établissements privés ne sont plus en mesure de payer les salaires des enseignants. Les professionnels de l'enseignement privés réclament une compensation de la part de l'Etat, d'une valeur équivalente aux salaires non perçus durant la période de confinement. Autre sujet de préoccupation : le paiement des loyers des écoles privées, la majorité d'entre elles étant locataires. Nombre de parents sont réticents à renvoyer leurs enfants à l'école et beaucoup d'entre eux, au chômage, n'ont plus les moyens de régler les écolages.

L'Alliance stratégique pour l'éducation regroupant diverses organisations de la société civile recommande le report de la reprise de l'école, même pour les classes d'examen. Parmi les recommandations : une prise de décision impliquant tous les acteurs du secteur de l'éducation et l'accord des parents pour l'administration du Covid-Organics aux enfants.

Midi constate qu'une guerre de communication est en train de s'installer au sujet du Covid-Organics. « *Les analyses se télescopent et on ne sait plus quelle attitude adopter devant l'enthousiasme des uns et les dénégations des autres,* écrit-il. *Sur place, les critiques se multiplient et la situation est en train de se tendre car les mécontentements commencent à se cristalliser. La gestion de la crise à venir risque d'être périlleuse pour le pouvoir.* » Un lecteur ajoute : « *L'artémisia composante principale du CVO n'est pas le remède miracle contre le Covid-19 car mieux vaut faire confiance à des sommités mondiales qu'à des apprentis scientifiques hyper-complexés locaux. C'est une supercherie initiée par la pseudo-prophétesse Brésilienne et avalisée par la maison de l'artémisia jusqu'à induire en erreur le chef de d'Etat. La situation est grave car il y a même violation de l'éthique et de la légalité, comme l'a souligné l'Académie de médecine de Madagascar. Le CVO n'a pas reçu d'autorisation de mise sur le marché, (...) [il n'a qu'une] autorisation provisoire de l'Etat. (...) Ce produit est du pipeau et le pouvoir va perdre beaucoup s'il espère faire du business là-dessus.* »

12/05 - Les organisations de la société civile demandent aux autorités une transparence totale sur les fonds alloués à la lutte contre le Covid-19, leur destination, le mode de passation des marchés et les décaissements effectués. Elles demandent également la mise à disposition des informations concernant l'implication de l'Etat dans le Covid-Organics, notamment sur son rôle dans la production et la distribution de ce produit, le cas échéant le montant des fonds alloués et l'origine de ces fonds dans le budget. Dans un communiqué, ces organisations rappellent que les contributions des partenaires techniques et financiers pour la lutte contre le coronavirus s'élèveraient à 440,7 millions de dollars. « *Les citoyens restent dans l'expectative*

quant à l'utilisation de ces allocations », remarquent-elles. « De même, la part de budget alloué en ressources propres internes par l'Etat dans cette lutte contre la pandémie, leur utilisation et les détails sur les passations de marché restent opaques », ajoutent-elles. Et de conclure : « Cette lutte contre la pandémie doit être une opportunité pour renforcer la cohésion entre toutes les parties prenantes, au bénéfice de la population et enfin d'éviter une catastrophe sociale, économique et sanitaire. »

13/05 - Six nouveaux cas enregistrés, tous localisés à Toamasina. Ils ont été détectés dans le cadre de tests virologiques portant sur 20 individus. Parmi eux deux adolescents. A Antananarivo, aucun nouveau cas n'a été comptabilisé sur les 213 tests réalisés par l'Institut Pasteur et le Centre d'infectiologie Charles Mérieux. Face à la propagation du Covid-19 dans plusieurs quartiers d'Antananarivo, la préfecture et la commune ont décidé de fermer jusqu'à nouvel ordre les quatre marchés hebdomadaires. Les marchands réfractaires seront sanctionnés par enlèvement des marchandises, amendes et travaux d'intérêt général.

Des sénateurs se mobilisent pour défendre le Covid-Organics : ils déclarent qu'« en tant que sénateurs, il est de notre devoir, surtout dans une situation exceptionnelle, d'aider le président de la République ». En réponse aux détracteurs du produit, ils soulignent que « le problème c'est que cela vient d'un pays pauvre. Si ce n'était pas le cas, cela se serait passé autrement. »

Le parti HVM rejette formellement la promotion du traitement au Covid-Organics et demande son retrait du marché. Le parti condamne le soutien apporté au produit par un certain nombre de sénateurs qui s'opposent à Riko Rakotovo, président de la Chambre haute. Une dissidence qui fracture l'ex-parti présidentiel déjà fragilisé par le ralliement au pouvoir d'une frange de ses membres.

Les prisonniers de la maison centrale de Port Bergé ont achevé leur prise de CVO. Cette prise durant une semaine a été organisée à l'initiative de la mission catholique. De son côté, le chef du district a publié une mise en garde contre les tradipraticiens charlatans qui profitent de la situation pour vendre de faux remèdes.

Coopération sino-malgache : 10 000 masques de protection offerts à l'université d'Antananarivo par le biais de l'Institut Confucius. Le don provient de l'université de Jiangxi qui entretient une coopération avec l'université de la capitale dans le domaine de la recherche et pour l'envoi des nombreux étudiants malgaches en Chine afin d'y poursuivre leurs études.

Suspension des vols : près de 1 200 ressortissants en attente d'être rapatriés. Ils se trouvent, entre autres, en France, aux Etats-Unis, en Inde ou encore en Egypte. Certains ont été en mission, en stage ou en fin d'études tandis que d'autres sont des travailleurs, comme au Koweït. Plusieurs d'associations ont fait connaître leur volonté de rentrer au pays en se soumettant à toutes les contraintes sanitaires. Le ministre des affaires étrangères se montre réticent : « Est-ce que nous disposons d'un lieu pour confiner ces 1 200 personnes ? », s'est-il interrogé. Lors des derniers vols en provenance de l'extérieur, entre les 16 et 19 mars, des passagers soumis à une quarantaine obligatoire n'ont pas respecté leurs engagements et ont favorisé la diffusion du virus. La suspension de toutes les liaisons aériennes avec l'étranger a débuté le 20 mars. Au moins 5 500 personnes avaient pu revenir au pays sur différents vols, important le coronavirus.

14/05 - 20 nouveaux cas annoncés, dont 15 localisés à Toamasina, 3 à Moramanga et 2 à Antananarivo. Le cap des 200 cas est franchi. 67 cas positifs douteux restent à confirmer. Aucun nouveau cas de guérison n'a été enregistré. Le nombre de personnes guéries est de 107 et celui des patients sous traitement est de 105, dont 70 à Toamasina.

Divergences dans les résultats du décompte des cas positifs entre le CCO et l'Institut Pasteur pour la journée du 6 mai : les investigations n'ont pas de faire toute la lumière sur une supposée surévaluation des chiffres publiés par l'Institut Pasteur. Sur 67 cas à refaire, 55 ont été traités et 5 cas positifs confirmés. 11 cas non concluants sont à refaire. Un cas post-mortem est négatif. Les investigations vont se poursuivre pour identifier les failles et les responsables, annonce le premier ministre. Les personnes concernées par le diagnostic supposé erroné vont bénéficier d'un accompagnement psychologique et d'une surveillance stricte de leur état de santé, annonce *Midi*.

Aide sociale aux victimes de la pandémie - La désignation des membres des comités locaux « Komity loharano » est fortement contestée pour son manque de transparence. Alors que ces nominations n'ont pas encore été entérinées par le conseil des ministres, nombreux sont ceux qui se sont empressés de prendre leurs fonctions en participant à la distribution des « vatsy tsinjo », et en établissant les listes de bénéficiaires du « tosika fameno. » Une initiative que nombre d'observateurs qualifient d'« usurpation ». Pour s'assurer que les « Komity loharano » bénéficient du soutien des quartiers et d'une adhésion populaire, la reprise du processus de mise en place est envisagée par la présidence de la République. Leurs membres pourraient devoir être élus par des assemblées générales de Fokontany.

15/05 - 18 nouvelles contaminations confirmées. Onze cas ont été signalés à Moramanga, cinq à Toamasina et deux à Antananarivo. Un nouveau cas de guérison a aussi été annoncé, ce qui fait un total de 108 personnes guéries. Le nombre de patients positifs en cours de traitement repasse au-dessus du nombre de guérisons. La plupart des personnes contaminées sont asymptomatiques.

Le ministère de la santé a envoyé des soignants de la capitale prêter main forte aux personnels de santé de Toamasina. « *Nous craignons fort que cette situation ne devienne désespérée si la population locale ne se contraint pas à plus de rigueur dans le confinement.* » confie un responsable. Six membres du gouvernement ont fait le déplacement à Toamasina pour surveiller l'évolution de la situation. Une distribution massive du tambavy Covid-Organics a été effectuée. A Moramanga le député demande la distribution urgente du produit à la population.

Les risques de contamination augmentent dans la capitale suite à l'incapacité de responsables des Fokontany à organiser au mieux le recensement des personnes et familles susceptibles de bénéficier du « *Tosika Fameno* » d'un montant de 100.000 Ar. Des queues interminables se forment dès 4 h du matin, sans aucun respect des distances de sécurité. Le retour au confinement ne serait pas à exclure s'il se confirme que le déconfinement progressif n'a pas eu l'effet escompté dans la capitale et la ville de Toamasina. Outre l'enseignement, les transports publics pourraient être également de nouveau suspendus.

Depuis le début de la pandémie, le nombre d'habitants qui vont chercher de l'eau aux bornes fontaines payantes est en baisse. En cause, la crise économique qui frappe la population des quartiers populaires de la capitale. Il devient difficile pour de nombreux ménages de respecter les mesures d'hygiène imposées, rapporte *Orange.mg*. De plus, la production d'eau potable est insuffisante pour la population d'Antananarivo. Certains quartiers, notamment les quartiers vulnérables, ne disposent pas d'eau de manière régulière.

16/05 - L'Institut Pasteur (IPM) dégage sa responsabilité dans les divergences sur le nombre de cas de personnes contaminées : « *l'investigation en interne n'a pas révélé de dysfonctionnement dans le processus de diagnostic du coronavirus à Madagascar, affirme-t-il, ajoutant que le laboratoire n'a pas de responsabilité des conditions de réalisation et de transport des échantillons. Il n'est pas responsable de la phase pré-analytique qui va de la gorge du patient jusqu'à la porte de notre laboratoire. Quand on engage la responsabilité d'un processus, toutes les maillons de cette chaîne doivent y prendre part* », a précisé le Pr André Spiegel, directeur de l'Institut. « *L'Institut Pasteur a été meurtri d'être publiquement mis en cause par l'Etat malgache, a-t-il déclaré au quotidien Le Monde³ Je comprends que les autorités demandent une contre-enquête, mais cela aurait pu être fait de façon plus confidentielle et sereine. Nous avons été poussés malgré nous sur le devant de la scène.* » A ce jour, l'IPM a effectué à titre gracieux, dans le cadre de sa mission plus de 5 000 PCR. Son unité de virologie a été l'une des premières en Afrique à pouvoir détecter, par PCR, dès le 29 janvier, le nouveau coronavirus. Madagascar a été ainsi l'un des pays ayant pu très tôt disposer de cet outil indispensable.

La situation économique des écoles privées est préoccupante. Certaines referment à nouveau, d'autres se préparent à une reprise des cours, par tous les moyens, pour justifier l'obligation faite aux parents de régler les frais de scolarité de ces deux derniers mois. La direction diocésaine de l'éducation catholique de Toamasina a décidé de fermer toutes les écoles jusqu'à nouvel ordre.

Des tests du Covid-Organics seront réalisés par les scientifiques de l'Institut allemand Max Planck des colloïdes et des interfaces à Potsdam faisant partie d'un groupe de chercheurs allemands et danois, collaborant avec la société américaine ArtemiLife. « *Il s'agit de la première étude dans laquelle des scientifiques étudient la fonction de ces substances végétales en relation avec Covid-19* », a déclaré le chef de l'étude, Peter Seeberger. Les scientifiques attendent les résultats fin mai. Si l'artémisia s'avère efficace dans ces essais, d'autres tests, y compris des études cliniques sur l'homme, devront encore avoir lieu.

17/05 - Très forte hausse de cas confirmés : en une journée, 45 nouveaux cas positifs sur 205 tests réalisés. Deux laboratoires sont chargés des analyses, le centre d'infectiologie Charles Mérieux (CICM), et l'Institut Pasteur de Madagascar (IPM). Les résultats des 11 derniers tests qui devaient être refaits, effectués par le CICM, ont été rendu public. 5 d'entre eux ont été confirmés positifs.

169 patients suivent des traitements. Trois d'entre eux présentent des formes graves. L'ensemble des foyers de Toamasina vont recevoir du Covid-Organics et des cache-bouche.

Sur l'ensemble du pays, 77 % de la population n'a pas de dispositifs de lave-mains avec eau et savon, selon Water Aid Madagascar.

L'état d'urgence sanitaires est prolongé de 15 jours. Les dispositions de la loi sur la situation d'exception sont ainsi à nouveau applicables.

³ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/15/covid-19-l-institut-pasteur-a-ete-meurtri-d-etre-publiquement-mis-en-cause-par-l-etat-malgache_6039802_3212.html?fbclid=IwAR1cE5EZlBi1WPwalgXq-XY45-DFuMY01BtlKE2y-61X3lgHnwuhBp3JkPs

18/05 - 21 nouveaux cas confirmés, un premier décès. Le défunt est un membre du personnel non médical d'un hôpital de Toamasina. Il souffrait de diabète et d'hypertension artérielle avant d'être infecté par le coronavirus. Andry Rajoelina a déclaré que le patient était trop malade pour que le Covid-Organics lui soit administré. Il a affirmé également que toutes les personnes dont la contamination au coronavirus a été confirmée ces derniers temps n'ont pas été épargnées car elles n'ont pas bu le produit.

Revenant sur les malentendus dans le décompte des cas positifs avec l'Institut Pasteur, il déclare : « *on se demande si c'était de simples erreurs ou des manipulations effectuées délibérément pour déstabiliser* », n'hésitant pas à affirmer que le pays fait face à des actes de déstabilisation venant de l'extérieur comme de l'intérieur. Andry Rajoelina appelle au patriotisme de tous : Madagascar entre dans une nouvelle ère. Le pays entend confirmer son indépendance et s'opposer à toute sorte d'ingérence. « *Nous sommes ouverts à toute collaboration mais il est hors de question qu'un pays ou une quelconque organisation s'ingère dans nos prises de décision* », a-t-il soutenu.

Andry Rajoelina a annoncé que Madagascar disposera d'un nouveau laboratoire d'analyses voué au dépistage du coronavirus et d'une usine pharmaceutique dédiée au Covid-Organics, réalisés par et pour les Malgaches lors du 60e anniversaire de l'indépendance, le 26 juin. Au regard du malaise existant entre l'État et l'Institut Pasteur, *L'Express* se demande si le laboratoire annoncé n'est pas destiné à s'affranchir de l'IPM pour la réalisation des tests.

La Gazette milite pour que le prix Nobel de médecine soit attribué à l'IMRA, qui a mis au point le Covid-Organics.

La région Alaotra Mangoro se voit appliquées les mesures d'interdiction de déplacement hors région déjà en vigueur pour les régions Analamanga, Haute Matsiatra et Atsinanana. Le couvre-feu est maintenu, le port de masque reste obligatoire. Quinze personnes ayant fui le confinement à Toamasina ont été repérées et testées positives dès leur arrivée à Antananarivo. Des autorisations de circuler leur auraient été délivrées pour un montant de 150 000 à 200 000 Ar. Le porte-parole du CCOC confirme l'existence d'actes de corruption dans la circulation des personnes sur les routes nationales. Une autorisation spéciale s'achèterait entre 150 000 et 1 million Ar.

Pierre Lenoble Narivony, président du HCDDDED, prône la bonne gouvernance et le respect des droits humains. « *Les aides alimentaires ne doivent pas être exemptées de bonne gouvernance, de redevabilité et de transparence. Le contrôle de la circulation des personnes et des véhicules doit respecter les droits humains et la réquisition des médias ne doit pas piétiner l'Etat de droit tel qu'il est stipulé dans la Constitution, et la liberté d'expression.* »

19/05 - Un salarié philippin du site d'Ambatovy à Toamasina est décédé. Un premier cas contact déclaré à Mahajanga. Il s'agit d'un consultant travaillant pour le ministère de la justice en mission, qui habite à Antananarivo. Les neuf autres personnes en mission ont été rapatriées sur la capitale et mises en quarantaine. Le barrage sanitaire à l'entrée de la ville d'Antsiranana a été renforcé.

Transparency international : « Corruption et Covid-19 deux fléaux dévastateurs. » L'organisation publie un « *guide pratique pour les citoyens sur le Covid-19* » élaboré avec le soutien de l'ambassade de Suisse. Selon Transparency international-Initiative Madagascar, la plupart des doléances reçues concernent le « *To-sika fameno* » et le « *Vatsy tsinjo* ». Le premier sert à appuyer financièrement les familles vulnérables impactées par le confinement. Le second est composé d'un pack destiné aux familles nécessiteuses comprenant notamment du riz, de l'huile, des légumineuses et du savon. Le guide sera distribué en priorité aux citoyens des zones touchées par le Covid-19 : les régions Analamanga, Atsinanana, Alaotra-Mangoro et Haute-Matsiatra, aux autorités décentralisées et aux membres des comités « *Loharano* ». L'objectif du guide est de rappeler à tous les citoyens, surtout à ceux qui détiennent des responsabilités dans la gestion de la crise, qu'il faut respecter la transparence, la redevabilité et l'intégrité en tout temps mais plus spécifiquement en période d'exception pendant laquelle les freins et contrôles démocratiques sont amoindris. Diverses entorses à ces principes ont été constatées à tous les niveaux justifiant un rappel à l'ordre et une mobilisation collective. Le guide met aussi l'accent sur la lutte contre la désinformation et la sauvegarde des libertés fondamentales.

20/05 - Plusieurs membres du gouvernement se sont déplacés à Moramanga où des cas de coronavirus ont été confirmés. Ils ont distribué des masques et des tisanes CVO aux personnes âgées et aux ménages vulnérables. Le district, qui abrite le site d'exploitation minière du projet Ambatovy, figure, avec Toamasina, parmi les zones rouges de l'épidémie et serait l'une des failles de l'application de l'interdiction de sortie ou d'entrée dans les régions en confinement. Le général Richard Ravalomanana, secrétaire d'État à la gendarmerie, a assuré que les contrevenants seront sanctionnés, avec des poursuites devant les tribunaux en cas d'actes de corruption.

Roland Ratsiraka, maire à plusieurs reprises de Toamasina et ancien ministre, tire la sonnette d'alarme sur la gestion de l'épidémie dans le Grand port. Il s'alarme du manque d'équipements pour gérer l'afflux de patient au CHU de la ville. « *Nous sommes en crise totale en termes de matériels. Nous avons demandé*

des voitures. Cela fait déjà un mois et rien n'a été livré. À l'hôpital réservé aux patients du Covid-19, le scanner est hors service. Concernant le personnel de santé, ils n'ont pas assez de protections, de surblouses, etc. Les infirmières m'ont raconté qu'elles lavent leurs masques FFP2 », s'alarme-t-il.

21/05 - D'après l'ambassadeur de France, Christophe Bouchard, plus de 4 500 ressortissants français et européens ont pu regagner la France depuis l'annonce de la fermeture du ciel malgache grâce à une quinzaine de vols spéciaux. Le 16 mai, Air Madagascar a effectué un vol de rapatriement de 57 ressortissants français et résident de l'UE vers La Réunion. Un autre vol spécial est programmé. Plus de 1 500 Français et Européens sont inscrits sur les listes de signalement. 180 d'entre eux sont considérés comme prioritaires sur le plan médical.

22/05 - 34 nouveaux cas de contamination : 24 à Toamasina et 10 dans le district de Moramanga. La capitale de la région Atsinanana est de plus en plus débordée face à la progression rapide du coronavirus. Moramanga continue également à voir l'épidémie s'accélérer. Les régions Itasy et Vakinankaratra enregistrent le plus grand nombre de récalcitrants au port obligatoire du masque. La région Analamanga est également pointée du doigt par la gendarmerie.

La troisième cargaison de dons offerts par la fondation chinoise Jack Ma, patron d'Alibaba, affrétée par Ethiopian Airlines dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, a été réceptionnée par le ministre de la santé Ahmad Ahmad et l'ambassadrice de Chine.

23/05 - 43 nouveaux cas enregistrés, dont 38 à Toamasina. Deux d'entre eux sont dans un état critique. Avec la multiplication des cas dans la région Atsinanana, Toamasina se prépare au pire, selon le coordonnateur national du CCO, le général Elack Olivier Andriankaja. Nombreux sont les habitants qui cherchent à quitter la ville par tous les moyens, en dépit de l'interdiction de sortie et du renforcement des barrages militaires érigés sur les principaux points de passage vers l'extérieur. Pour prévenir la propagation de la pandémie, la préfecture de Toamasina a décidé d'interdire tout transport de dépouille, que ce soit par voie aérienne, terrestre ou maritime provenant de Toamasina, que le décès soit dû ou non au coronavirus. Le respect des restrictions de déplacements entre régions fait l'objet d'une surveillance accrue. Les véhicules en infraction sont mis en fourrière. La maladie touche de nouveaux quartiers de la capitale. Le port de masque est obligatoire à Toliara, à Mahajanga et dans la région Boeny.

La Conférence des évêques de Madagascar pour la transparence et d'intégrité dans la gestion des aides sociales. Des cas de détournement de ces soutiens fournis par l'État et les partenaires techniques et financiers aux plus démunis sont signalés. La Conférence estime que la diffusion croissante de « fake news » sur les réseaux sociaux porte atteinte à l'ordre public. Ils exhortent à y faire valoir « la sagesse et les critiques constructives » plutôt que de promouvoir la haine. Les prélats se disent enfin préoccupés par la dengue et le paludisme qui sévissent dans plusieurs régions et dont les ravages sont éclipsés par le Covid-19.

25/05 - 39 nouveaux cas enregistrés, dont 20 à Toamasina, 10 à Antananarivo, 3 à Toliara et 6 à Tolagnaro.

La ville de Tolagnaro entre à son tour en confinement partiel. Les véhicules sont interdits d'entrée et de sortie de la région Anosy. Un convoi funèbre en provenance de Toamasina serait à l'origine de ces nouvelles contaminations. Le couvre-feu est instauré et l'ensemble des différents commerces, bureaux et services publics ont obligation de fermer à partir de 13h00. Le port de masque est désormais obligatoire.

A Toamasina le médecin inspecteur du dispensaire testé positif au Covid-19 se serait donné la mort. La famille doute qu'il s'agisse d'un suicide et met en cause les conditions de travail dans cet établissement débordé par la situation. Les autorités ont organisé son enterrement le jour même du décès. Six personnes présentent des formes graves de la maladie à Toamasina. Le directeur régional de la santé, le préfet et le secrétaire général de la région Atsinanana ont été limogés.

Le « triangle du Nord », composé des régions Diana, Sava et Sofia, non encore touché par le virus, pourrait renforcer ses « frontières » avec les ex-provinces de Mahajanga et surtout de Toamasina. Mais pour *Midi* les 2.000 militaires répartis en quatre contingents dans les Zones Rurales Prioritaires de Sécurité (ZRPS) ne pourront pas renforcer leurs frères d'armes des régions militaires qui jouent le rôle de garde-frontières. Une possible ruée des populations vers le Nord pourrait mettre à mal l'unité nationale.

La recrudescence des cas de Covid-19 ces derniers jours fait monter l'inquiétude des parents d'élèves qui sont en classe d'examen. Nombre d'entre eux réclament un nouvel arrêt des cours.

L'Observatoire Pharos publie un article intitulé « Science et Religion dans la communication du président malgache pendant la crise du Covid-19 »⁴« Dieu et le Seigneur nous ont donné les plantes médicinales

⁴ Cf. Blog Justmad - <https://p3.storage.canalblog.com/33/85/448497/126924781.pdf>

pour aider les autres pays et le monde entier contre cette maladie » Cette phrase a été prononcée à la fin de l'interview accordée par Andry Rajoelina à France 24 le 11 mai. Il y défend le remède « Covid-Organics ». Pour L'Observatoire, « cet élément démontre le lien fort dans son discours entre les arguments religieux, nationaux et scientifiques. En effet, l'écriture d'un récit national soutenu par un argumentaire religieux sert ici à la défense du remède prétendument scientifique contre le coronavirus prôné par le président à des fins politiques et économiques. La gestion de la crise du coronavirus et la promotion d'un remède « miracle » semblent être révélatrices des enjeux forts que présente la religion à Madagascar. Elle se trouve plus que jamais au cœur des préoccupations de la population malagasy et reste un outil essentiel à la communication politique. »

26/05 - 15 nouveaux cas ont été détectés, dont 11 localisés à Toamasina, 2 à Antananarivo, 1 à Moramanga et un premier cas dans la région Bongolava, à Tsiroanomandidy. Il s'agit d'une femme enceinte qui avait fui la ville de Toamasina.

Le gouvernement envoie des médecins ainsi que de 150 militaires à Toamasina, après la découverte de plusieurs corps ramassés dans les rues. Ces décès suspects inquiètent la population. L'armée sera chargée du maintien de l'ordre et de l'application des mesures de protection contre le coronavirus. La gendarmerie a arrêté onze passagers qui tentaient de fuir la ville de Toamasina par la voie fluviale et le canal des Pangalanes.

Une équipe est chargée de distribuer le Covid-Organics à la population du Grand port. Le nouveau préfet de Toamasina est un médecin de formation qui a occupé le poste de directeur de réponse aux urgences au niveau du Bureau national de la gestion des risques et catastrophes. Le Covid-19 touche actuellement neuf des 22 régions du pays.

Mobilisation renforcée des OSC dans le suivi des financements. La société civile considère que la transparence et la redevabilité ainsi que la lutte contre la corruption doivent faire partie intégrante des interventions et appuis. Chaque dollar attribué et dépensé doit parvenir effectivement aux citoyens. Un dispositif va être mis en place pour assurer un suivi jusqu'au niveau local, faire une veille informationnelle et communiquer au public les informations obtenues. Au 15 mai, le total des allocations des cinq partenaires techniques et financiers (PTF) s'élève à 518,2 millions de dollars, dont 169 millions encore en négociation. Plus de 51 % des allocations acquises sont des prêts à taux extrêmement concessionnels par les PTF, plus de 90 % de ces fonds acquis, soit 311 millions de dollars, sont des appuis budgétaires gérés par le ministère de l'économie et des finances. Les autres ministères en charge sont ceux de la santé, de la population (11 millions de dollars) et de l'aménagement du Territoire. Les 4,2 millions de dollars alloués dans le cadre du fonds fiduciaire du FMI sont des dons permettant de couvrir le service de la dette à mesure que les paiements seront dus.

27/05 - 44 nouveaux cas confirmés. Toamasina, foyer de l'épidémie, enregistre 20 nouveaux cas tandis qu'Antananarivo en enregistre 10 ; on en compte 7 nouveaux à Moramanga et un premier à Ambaton-drazaka et Andilamena. 200 personnes qui ont été en contact proche avec les malades sont actuellement en quarantaine à Moramanga.

Andry Rajoelina s'est rendu à Toamasina pour annoncer une dotation de matériels et l'implantation prochaine d'un laboratoire d'analyse. Il a indiqué que l'essai clinique du Covid-Organics sous forme d'injection est lancé dans la capitale et à Toamasina. Des essais cliniques vont aussi être effectués dans plusieurs pays africains d'ici un mois. Cette solution injectable serait le fruit d'une collaboration avec des scientifiques, chercheurs et cliniciens des Etats-Unis.

La Croix Rouge a déployé une clinique mobile qui sera mise à disposition des services de santé de la région Atsinanana. Le chef de l'Etat a pointé du doigt la corruption de certains responsables ayant permis à des cas contacts venant de Toamasina de se rendre à Antananarivo, Antsirabe et Moramanga.

Intervenant à l'Assemblée, **Roland Ratsiraka, député de Toamasina, a préconisé le déconfinement total de sa ville à partir du 1er juin afin que la population puisse travailler et se nourrir.** Il a fustigé la manière dont l'épidémie est combattue en dehors de la capitale, soulignant la difficulté de faire parvenir les prélèvements des patients aux laboratoires d'analyse tous implantés dans la capitale. Il a aussi réclamé des autorités plus de transparence : « *Dites la vérité ! Combien y a-t-il eu de morts à Tamatave ? Ce n'est pas 2 morts comme vous le dites ! Je vous demande donc, monsieur le premier ministre, de faire une conférence de presse comme le fait Édouard Philippe pour dire la vérité. 2 morts du coronavirus à Tamatave, c'est un mensonge !* » Sa prise de parole a été saluée par les internautes et largement partagée. L'ancien maire s'est montré très critique envers la ministre de la communication, Lalatiana Rakotondrazafy, rappelant à cette dernière que « *le coronavirus est venu de la capitale* » et non l'inverse. « *Nous nous souvenons tous des 58 personnes arrivées à l'aéroport d'Ivato* », indique-t-il, avant de recommander à la ministre de « *rectifier* » sa communication.

<https://www.observatoirepharos.com/pays/madagascar/science-et-religion-dans-la-communication-du-president-malgache-pendant-la-crise-du-covid-19/>

12 camions ciné-mobiles seront déployés pour des actions de sensibilisation au niveau des six arrondissements de la capitale.

« **Les essais cliniques annoncés par le président de la République à Toamasina suivent les normes scientifiques les plus strictes et entrent dans le cadre des essais cliniques du Solidarity Trial de l'OMS** », soutient le professeur Luc Rakotovao. Les essais portent sur deux médicaments injectables dont la composition n'a pas été dévoilée. Andry Rajoelina a juste indiqué que l'un d'eux sera « à base d'artémisia ». Luc Rakotovao, qui a défendu le dossier devant le comité d'éthique du ministère de la santé, a parlé de médicaments « déjà connus dans le monde aussi bien en termes de toxicité qu'en termes de tolérance ». Michelle Sahondrarimalala, directrice des études juridiques à la présidence, a confirmé que les médicaments qui seront testés n'ont rien à voir avec l'IMRA ni avec le Covid-Organics. Le protocole à l'élaboration duquel des chercheurs malgaches ont contribué aurait impliqué des chercheurs mauriciens, thaïlandais et une grande clinique américaine.

L'épidémie contraint le président de la République et l'armée à restreindre les festivités du 26 juin 2020. Le défilé militaire devrait avoir lieu au centre-ville et réduit à sa plus simple expression. Emmanuel Macron devait être l'invité d'honneur de ce 60e anniversaire. La pandémie et le dossier controversé des îles Éparses ont eu raison de cette volonté.

28/05 - La barre des six cent cas de contamination dépassée. 26 nouveaux cas ont été diagnostiqués : 17 à Toamasina, 8 à Antananarivo. La région Haute Matsiatra ne compte plus officiellement de personnes atteintes du Covid-19. Un bon résultat attribué au respect du confinement par la population et au port du masque. 17 personnes sont encore en attente du résultat de leur test à Fianarantsoa. 200 personnes qui n'ont pas porté de masque ont été contraintes à exécuter des travaux d'intérêt général à Maintirano. 63 contrevenants l'ont été à Antsirabe. La région Bongolava a fermé ses frontières avec les autres régions.

Des internautes prônent la « désobéissance sanitaire » à l'encontre des « essais cliniques » de la solution injectable du « protocole n°3 » qui va leur être administrée. Selon eux, les patients ont le droit absolu de savoir en quoi consistent ces essais et de connaître qui sont ces scientifiques étrangers ou cette clinique américaine qui sont associés à ces travaux. Laisser le processus se dérouler dans l'opacité équivaut à une non-assistance à personne en danger. On ne laisse pas le citoyen dans l'ignorance et dans l'opacité. Chercher un nouveau remède est louable en soi. Le tester in vivo sans explication suffisante et sans information préalable est une atteinte à l'intégrité des malades. La communauté scientifique malgache est invitée à s'exprimer sur le sujet.

29/05 - 44 nouveaux cas confirmés déclarés ce jour, 29 patients localisés à Toamasina, 11 à Antananarivo et 4 à Moramanga. L'épidémie continue ainsi de progresser dans les régions Atsinanana, Analamanga et Alaotra Mangoro. 500 malades sont en cours de traitement sur 656 cas confirmés. 10 malades présentant une forme grave de la maladie. Moins de 10 000 tests ont été réalisés en trois mois, une situation préoccupante qui risque de ralentir toutes les actions de lutte contre la propagation du virus mais qui peut expliquer aussi le nombre apparemment modeste de personnes infectées, bien que ce celui-ci connaisse depuis quelques jours une forte progression.

La justice veut entendre Stéphane Ralandison, doyen de la faculté de médecine de Toamasina et chef de service de médecine interne au CHU de la ville, en charge d'accueillir les malades du Covid-19. Il a été placé en garde à vue pour être entendu dans l'enquête sur le décès suspect de l'un de ses confrères atteint du coronavirus, retrouvé pendu dans sa chambre d'hôpital. Les soignants de la ville, informés de son arrestation, ont observé un sit-in devant les locaux de la gendarmerie pour exprimer leur soutien. Stéphane Ralandison a regagné son domicile et a été convoqué le lendemain au tribunal pour être entendu par le juge d'instruction. Les chefs d'inculpations n'ont pas été rendus publics. « *Je suis accusé du meurtre du médecin qui a été retrouvé pendu à l'hôpital* » a témoigné, hébété, ce professeur respecté. L'interrogatoire a duré 3 heures. Selon son avocat, on lui a aussi posé des questions sur une lettre ouverte publiée sur *LinkedIn*, dans laquelle il émettait un jugement critique sur le lancement précipité du Covid-Organics, rappelant la nécessité d'adopter une attitude rigoureuse et rationnelle vis-à-vis de ce produit. Le bruit court qu'il est également « *soupçonné d'avoir contribué à la propagation du Covid-19 en refusant de prescrire du CVO à ses patients, conformément à ses convictions scientifiques.* » Le procureur général de Toamasina, Thierry Rajaona, qui a demandé à ce que lui soit transmis le dossier, s'est refusé à tout commentaire. Dans une lettre manuscrite publiée sur les réseaux sociaux, le doyen a appelé ses collègues à venir assister à l'audience, en blouse blanche.

Selon Midi, le parquet a demandé une enquête supplémentaire dans l'affaire impliquant le Stéphane Ralandison. Thierry Lauret Rajaona, procureur de la République, assure que le dossier, en l'état, ne lui permet

pas d'engager des poursuites. Il demande à la gendarmerie de procéder à une enquête supplémentaire autour du décès du docteur Daniel Randriamiarivonjy. Il fait part en outre d'un « *non-respect* » de la procédure, compte tenu de la qualité de l'ancien directeur du CHU. Selon d'autres sources, l'affaire aurait été classée sans suite ou il aurait été conclu que les charges pesant contre le professeur n'étaient pas suffisantes.

Le collège des enseignants en médecine dénonce les « pressions » sur leur profession. Ils haussent le ton après l'interpellation et la comparution devant le parquet de leur confrère Stéphane Ralandison. « *Nous dénonçons les pressions directes ou indirectes faites aux professionnels de santé dans l'exercice de leur fonction surtout en ces temps d'épidémie*, indique un communiqué. *Nous appelons l'État à cesser toute forme de terrorisme et toute interpellation des professionnels de santé en cette période d'urgence sanitaire.* » Les participants à la réunion ont, dans la foulée, demandé « la libération du professeur Stéphane Ralandison et l'arrêt des poursuites à son encontre ». Ils réclament également que ce dernier « *retrouve son poste dans les 48h* »

Le général Richard Ravalomanana, secrétaire d'État chargé de la gendarmerie, a haussé le ton contre l'indiscipline de la population de Toamasina. Il a notamment cité le cas des employés d'Ambatovy qui ont quitté le site malgré la décision de mise en quarantaine. Selon ses dires, 3 500 personnes ont quitté Ambatovy pour se rendre dans d'autres régions. A Moramanga, autre site du projet Ambatovy, 1 125 personnes auraient quitté les lieux alors qu'elles étaient soupçonnées d'avoir été en contact avec des personnes contaminées. Des recherches ont été lancées pour retrouver toutes ces personnes venant de Toamasina et de Moramanga.

8,4 milliards Ar auraient été dépensés par le ministère de l'éducation nationale pour des bonbons. Des friandises destinées aux élèves pour effacer le goût amer du Covid-Organics qui leur est fourni à l'entrée en classe, affirme *La Vérité*. Un crédit aurait été mis à disposition du ministère dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus.

La ministre Rijasoa Andriamanana précise que « *l'intention était bel et bien d'acheter des bonbons sucettes mais compte tenu des priorités inhérentes à la situation du pays, aucun achat n'a été effectué* ». **L'engagement financier avait été réalisé mais il ne s'est pas conclu par un achat.** Selon *moov.mg*, plusieurs cartons de friandises ont été découverts dans les locaux du ministère de l'éducation nationale.

Transport clandestin de passagers : une ambulance du CHU de Befelatanana à Antananarivo appréhendée à Antsirabe. Si bon nombre de véhicules des particuliers ont été déjà chassés et mis en fourrière pour transport clandestin de passagers, des véhicules administratifs sont aussi de plus en plus mobilisés à cet effet, note *La Gazette*. Quelques jours auparavant, c'est un camion appartenant à la garde présidentielle qui a été intercepté alors qu'il tentait de transporter clandestinement des civils vers la capitale.

30/05 - 42 nouvelles contaminations et 3 morts supplémentaires, ce qui porte leur nombre à cinq. Il s'agissait de trois patients diabétiques hospitalisés au CHU de Toamasina.

Etat d'urgence sanitaire : le pouvoir face à des foyers de tension alors que les mesures de confinement devraient être prorogées si l'on se réfère aux statistiques publiées par le CCO Covid-19. Le pays n'a pas encore atteint le pic de la pandémie. Outre Antananarivo et Toamasina considérées comme l'épicentre du coronavirus, plusieurs autres villes sont désormais contaminées. Seule la province d'Antsiranana n'est pas touchée. Après deux mois de confinement, « *la situation est devenue insupportable pour la majorité des Malagasy* », écrit *Midi*. Des manifestations se sont déroulées notamment à Toamasina et au niveau de certaines universités. Des acteurs politiques de l'opposition attendent en embuscade un faux pas du pouvoir. **Un 6e round du confinement serait malgré tout incontournable, avec probablement des mesures plus musclées. Une décision que devrait annoncer Andry Rajoelina le 31 mai au soir.**

La Plateforme des Fédérations des Personnes Handicapées de Madagascar alerte sur la situation des personnes handicapées face au Covid-19. Dans un communiqué elle écrit notamment : « *De manière générale, les personnes handicapées sont victimes de discrimination et subissent différentes formes de maltraitance. (...) et avec les mesures de confinement, le fait que la situation empire n'est pas une surprise. La plupart des personnes vivent également bien au-dessous du seuil de pauvreté comparée aux autres catégories de la population. Ces personnes se retrouvent actuellement dans une situation de vulnérabilité extrême face à la pandémie du Covid-19.* » La Plateforme alerte tous les acteurs de la protection des droits humains et exhorte l'Etat à prendre des mesures immédiates pour redresser la situation.

Antsirabe - 126 personnes placées en garde à vue pour non-respect du couvre-feu. 26 véhicules ont été immobilisés. Les interpellations de personnes et les immobilisations des véhicules qui s'obstinent à circuler au-delà des tranches horaires autorisées se multiplient.

Deux membres de « Comités Loharano » sont entendus par le Bianco pour faux et usage de faux et détournement de deniers publics par rapport aux distributions de « *Tosika Fameno* », selon le responsable du FID. Sur les 10 000 doléances reçues à ce jour pour la distribution de cette aide d'Etat, 7 000 ont déjà été déjà traitées. 25% des populations des régions concernées devraient bénéficier de cette aide.

31/05 - 60 nouveaux cas annoncés par la porte-parole du CCO Covid-19, Hanta Vololontiana. Un chiffre journalier record. Le pays comptabilise un total de 758 cas depuis le 19 mars 2020. On déplore un 6^e décès, à Toamasina, le 4^e en 2 jours. 27 nouveaux cas sont localisés à Toamasina, 25 nouveaux cas sont localisés à Antananarivo, 5 nouveaux cas sont localisés à Fénérive Est, 3 nouveaux cas sont localisés à Moramanga. 587 patients sont encore en cours de traitement, dont 8 développent une forme grave. Un détenu a été testé positif à Toamasina. Depuis le 19 mars, 10 752 tests ont été effectués dans tout le pays.

L'état d'urgence sanitaire est prolongé de 15 jours. 145 individus ont été sanctionnés hier à Manakara pour cause de non-port de masque de protection. Un bataillon de 250 militaires a pris la direction de Toamasina avec 11 véhicules militaires, composés de blindés, de pick-up, de camion et d'ambulances. L'école nationale de la gendarmerie à Moramanga a reçu des lots de Covid-Organics.

Les organisations de la société civile rappellent que la **loi de finances rectificatives 2020** qui devrait arriver en discussion au Parlement doit permettre aux citoyens de connaître le montant, la nature, l'origine et l'affectation des ressources et des charges de l'Etat dans la lutte contre la Covid-19, de comprendre les perspectives et la stratégie du gouvernement et de définir le contenu du plan de relance. Elles insistent la nécessité d'associer toutes les parties prenantes à la prise d'une décision rapide. Le texte n'a toujours pas été transmis aux élus.

Un nouveau vol spécial affrété par Air France quittera Antananarivo le 1er juin. Il embarquera 280 Français et Européens, de passage ou résidents, qui ont une vulnérabilité médicale.

► La « diplomatie sanitaire » d'Andry Rajoelina

01/05 - Le ministère des affaires étrangères a saisi le ministère des affaires étrangères du Koweït sur le sort des ressortissants malgaches, dont le nombre est estimé à 200. L'annonce avait été faite que tous les étrangers seraient expulsés en raison du coronavirus. La question de leur rapatriement reste posée.

07/05 - A la demande du gouvernement, le Koweït a accepté de prolonger le séjour des expatriés alors qu'il s'était déclaré disposé à prendre en charge les dépenses occasionnées par leur retour. Le ministre malgache des affaires étrangères a fait savoir que les expatriés peuvent s'adresser à leurs représentations diplomatiques pour demander assistance en cas de besoin, jusqu'à la réouverture des frontières de Madagascar.

01/05 - Andry Rajoelina a remis 5 250 doses curatives et 10 800 doses préventives de Covid-Organics (tambavy CVO) au ministre bissau-guinéen de la défense nationale. Le don est destiné à la Guinée Bissau et aux 15 pays membres de la CEDEAO. Le don fait suite à celui qui a été livré à la Guinée équatoriale, qui avait affrété un avion spécial pour prendre livraison du produit. Les membres de la diaspora malgache au Sénégal et en Côte d'Ivoire auront droit à une dotation. *Midi* écrit : « *ce qui se passe actuellement à Madagascar est historique. C'est la première fois depuis 60 ans d'indépendance que la Grande île soutient les autres pays par des dons en remède traditionnel amélioré trouvé par des scientifiques et chercheurs Malagasy.* » Une solution que Madagascar propose au monde entier. « *Je renouvelle notre soutien et notre volonté d'aider les pays amis en Afrique, dans l'océan Indien et dans le monde* », a-t-il avancé après avoir présenté fièrement le tambavy CVO au ministre.

02/05 - « C'est l'heure de la solidarité africaine » soutient Andry Rajoelina qui multiplie ses discussions avec les dirigeants africains. Il a discuté en visioconférence avec de nombreux chefs d'Etat de pays africains dont le Mali, l'Egypte, le Congo, le Rwanda et en présence du président de l'UA, Cyril Ramaphosa. Sans oublier de parler du Covid-Organics dont il assure la promotion sur le continent.⁵ Denis Sassou N'Guesso, président du Congo Brazzaville, a annoncé l'envoi d'une délégation d'officiels et d'experts à Madagascar avec pour mission d'acquérir d'importantes quantités de Covid-Organics. Le ministre comorien des affaires étrangères a révélé que Madagascar va envoyer un lot important. Le président de Tanzanie, John Magufuli, a annoncé lui aussi l'envoi d'un avion à Madagascar pour prendre livraison du produit.

⁵ Cf. Blog Justmad - <https://p8.storage.canalblog.com/87/44/448497/126716543.pdf> - En Afrique, les remèdes traditionnels, recours populaires mais controversés face au coronavirus

05/05 - Le chef de file de l'équipe de traitement du coronavirus au Sénégal, le professeur Moussa Seydi, dubitatif sur les vertus du Covid-Organics. Selon lui, les normes requises ne sont pas encore disponibles pour pouvoir s'engager à utiliser ce produit chez les patients, malgré la commande faite par le chef de l'Etat, Macky Sall.

L'UA a annoncé être en discussion avec Madagascar afin d'obtenir les données techniques concernant le Covid-Organics. Lorsque Madagascar aura fourni les détails du remède, le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique), examinera les données scientifiques afin d'en déterminer l'innocuité et l'efficacité. « *L'analyse sera basée sur les normes techniques et éthiques mondiales pour recueillir les preuves scientifiques nécessaires* », précise un communiqué de l'UA.

07/05 - Dans un communiqué, la Commission de la CEDEAO a démenti les allégations selon lesquelles elle avait passé commande du Covid-Organics. Le traitement controversé est déjà arrivé en Afrique de l'Ouest après que la Guinée-Bissau a pris livraison d'un don d'Andry Rajoelina destiné aux 15 pays de la région. Lors de la cérémonie de remise aux responsables de la Guinée-Bissau, l'emballage des produits affichait les drapeaux de tous les pays africains du bloc. La CEDEAO a fait savoir qu'elle n'était pas opposée aux contributions traditionnelles à base de plantes mais qu'elle ne soutiendrait que des produits qui avaient été testés et éprouvés scientifiquement. La réponse du gouvernement ne s'est pas faite attendre. « *Il s'agit de dons que le gouvernement malgache a offert aux pays membres de la CEDEAO et non pas à la CEDEAO en tant qu'institution* » a souligné la porte-parole du gouvernement, pour qui les pressions que subit actuellement le pouvoir par les détracteurs du produit sont l'œuvre des lobbies de l'industrie pharmaceutique.

09/05 - Le Sénégal se dirige vers la rédaction d'un protocole de recherche sur le Covid-Organics, révèle l'épidémiologiste chef du service de parasitologie-mycologie de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar. Ce protocole aura pour but d'être « *préventif et curatif.* »

Un vol spécial affrété par les autorités tanzaniennes pour prendre livraison du Covid-Organics offert par Madagascar a atterri à Ivato, avec le ministre des affaires étrangères à la tête d'une importante délégation. Le ministre a affirmé que « *Madagascar est une fierté pour l'Afrique car il a contribué à apporter une solution face à un problème d'ordre mondial* », rapporte Midi.

10/05 - Mission Sagar, le coup de main de l'Inde à travers l'océan Indien. En réponse à leurs demandes d'assistance pour faire face à la pandémie, le gouvernement indien a envoyé un navire de guerre aux Maldives, à Maurice, à Madagascar, aux Comores et aux Seychelles, transportant à bord deux équipes d'assistance médicale, des lots de médicaments essentiels et des aliments de première nécessité. Les envois destinés à Madagascar et aux Comores comprennent également des comprimés d'hydroxychloroquine.

11/05 - Le président tchadien Idriss Deby a envoyé un avion spécial pour récupérer une cargaison de Tambavy CVO. « *Le Tchad emboîte ainsi le pas à plus d'une vingtaine d'Etats africains* », constate *L'Express* pour qui des leaders d'opinion « *panafricaniste* » font de ce produit un des symboles d'une « *émergence africaine* » opposée à la domination de la pharmacopée occidentale et aux recommandations de l'OMS. *Le Covid-Organics malgache constitue une sérieuse menace pour l'ordre établi. (...) Il pourrait sonner le réveil de l'Afrique sur tous les plans et remettre en cause le partage du monde décidé à Yalta en 1945. (...) Un succès du tambavy de l'IMRA fera monter la fièvre à ses détracteurs surtout à l'OMS qui en plusieurs décennies de présence à Madagascar n'a pas réussi à éradiquer des maladies honteuses comme la lèpre, paludisme, la tuberculose, la peste, le choléra, la rougeole...* » « *Nous entrons dans une guerre de communication. (...) Une communication pour dénigrer une Afrique dynamique et compétente* », déclare un intervenant sur la chaîne panafricaine *Afriquemedia*.

12/05 - Andry Rajoelina interviewé par France 24.⁶ Le panafricanisme sanitaire qu'il brandit trouve des échos favorables selon RFI qui écrit : « *En affirmant que les hostilités et les doutes émis contre son remède, qu'il présente comme étant curatif, sont dus au fait qu'il ait été élaboré en Afrique, Andry Rajoelina a réussi un coup double : être porté aux nues par les internautes du continent africain, et éluder la question des preuves cliniques de l'efficacité de sa décoction. Aux questions posées, des réponses empruntées d'une forte fibre nationaliste et africaniste qui ont fait mouche, aux dépens d'arguments scientifiques.* » Sans oublier de faire appel à des références divines : « *C'est une guerre [contre le Covid-19], mais ce n'est pas la force militaire ou la puissance économique qui jouent actuellement, mais Dieu,* a conclu M. Rajoelina. *Le Seigneur nous a donné les plantes médicinales pour aider notre pays et le monde entier à lutter contre cette maladie* ».

Pour un acteur de la société civile malgache comme pour de très nombreux internautes du pays, le président Rajoelina sort grand vainqueur de son intervention. Il a su notamment, disent-ils, défier publiquement l'OMS

⁶ <https://www.france24.com/fr/afrique/20200511-a-rajoelina-sur-france-24-le-probl%C3%A8me-du-rem%C3%A8de-covid-organic-c-est-qu-il-vient-d-afrique?fbclid=IwAR2qhvtUpDsutHoQ8bogIF75pp0wxhKX3PDBxOmwkOK4FkjNGEln86m96j8&ref=fb>

et pu prouver aux yeux du monde sa volonté de faire fi des mises en garde de cette organisation. Pour Faraniana Ramarosaona, activiste de la société civile, le débat est ailleurs. « *On est en train de gaspiller de l'énergie pour cette tisane alors que des gens sont en train de mourir de faim. Et on ne voit toujours pas arriver le plan de relance socio-économique alors que c'est le plus important.* » Les plus sceptiques, dont certains taxent le chef de l'État de « *panafricaniste opportuniste* », « *complotiste* » voire de « *dangereux imposteur* », attendent avec impatience les résultats des essais cliniques réalisés par l'UA, le Sénégal et l'Afrique du Sud.

13/05 - « Décryptage d'un 'nation branding' stratégique ». Dans un article du blog *Médiapart*⁷, l'universitaire Karine Johannes, belgo-malgache, consultante et formatrice en communication stratégique, analyse la couverture médiatique qui entoure la promotion internationale du Covid-Organics. Car si aucun décès lié au Covid-19 n'a officiellement été répertorié dans le pays, l'épidémie est loin d'être sous contrôle et l'efficacité du remède est mise en doute aussi bien par la société civile que par l'opposition et par les instances sanitaires mondiales. Mais les actions de communication se multiplient, les effets d'annonce diplomatiques se succèdent, et le Covid-Organics recueille des partisans, en particulier dans la presse et l'opinion publique africaines. Plusieurs chefs d'Etat africains ont présenté publiquement leurs félicitations et ont reçu des dons de Covid-Organics de la part du numéro un malagasy. Au-delà de la sphère sanitaire, l'attention portée au remède peut être analysée comme le reflet d'un « *nation branding* » stratégique, ayant trouvé écho auprès de nations en quête d'identité. Par cette opération médiatique, l'homme de communication qu'est le leader malgache a surtout illustré que la crise avait bien une autre facette qui est l'opportunité, écrit notamment Karine Johannes.

Les deux combats menés de front par d'Andry Rajoelina. Dans son édito, *l'Express* fait le rapprochement entre l'audace affichée par le chef de l'Etat qui consacre toute son énergie à la promotion internationale de son remède et la réaffirmation, au micro de *RFI* et de *France 24*, de son objectif de récupérer la souveraineté sur les îles Eparses. Une position qui ne peut que recevoir le soutien indéfectible des anciennes colonies françaises. Deux combats menés de front au nom d'un pays souverain et contre l'arrogance occidentale. Son « *insubordination* » a à la fois surpris et plu. Andry Rajoelina se pose comme le chantre d'une Afrique qui veut s'imposer sur la scène internationale. La réplique de la France n'a pas tardé : un projet de décret relatif à la création de la réserve naturelle nationale de l'archipel des Glorieuses vient d'être publié par le gouvernement français et une consultation du public a débuté sur le sujet.

La Vérité s'interroge évoque des « opérations de sabotage » menées à partir de l'étranger pour discréditer le Covid-Organics : « *Madagascar et son CVO dérangerait-ils tellement au point de mettre en branle une conspiration de ce genre de la part de certaines puissances étrangères ? Compte tenu de l'enjeu, c'est du domaine du possible.* », écrit le quotidien.

Covid-Organics - Les essais cliniques s'imposent. 70 experts en médecine traditionnelle en Afrique ont tenu une réunion virtuelle avec l'OMS. Ils ont rappelé que des essais cliniques doivent être faits pour tous les médicaments, sans exception.

Un don de Covid-Organics a été expédiée aux Comores par un vol spécial. 3 000 traitements préventifs ont également été envoyés à la diaspora malgache résidant aux Comores.

19/05 - Madagascar demande 170 000 euros au Nigeria pour le Covid-Organics envoyés au gouvernement fédéral, affirme un quotidien de ce pays⁸. On ignore quelle est la quantité du produit qui a été fournie par l'intermédiaire de la Guinée Bissau. Le président Buhari a déclaré que le Nigeria allait soumettre la tisane à des tests intensifs afin de déterminer son efficacité. Une source a déclaré : « *Nous avons reçu la facture parce que la Guinée Bissau nous a fait comprendre que la drogue n'est pas distribuée gratuitement. On nous demande de payer pour des médicaments qui n'ont pas encore été validés. Comme l'UA a donné l'ordre de fournir les médicaments aux pays africains, nous n'avons peut-être pas d'autre choix que de les payer.* » Et d'ajouter : « *Certains chercheurs nous ont dit que nous avons des herbes plus riches pour contenir le Covid-19. En fait, on a découvert qu'un magasin d'Abuja vendait du thé Artemisia plus puissant que les médicaments COV.*

⁷ Cf. Blog Justmad - <https://p5.storage.canalblog.com/51/57/448497/126800746.pdf>

https://blogs.mediapart.fr/karinejohannes/blog/120520/covid-organics-madagascar-decryptage-d-un-nation-branding-strategique?utm_source=facebook&utm_medium=social&utm_campaign=Sharing&xtor=CS3-66&fbclid=IwAR2fx9a8CJqk5_omU0voKv4eBqF7ESN-7vEwQBfu_HELpxi7nz1ZazuzCg4

⁸ https://thenationonlineng.net/covid-19-madagascar-demands-170000-euros-from-fed-govt-for-herbal-drugs/?fbclid=IwAR306t4se_6Yh9ej_YdoA7akUeu23MsWOPHMyDvRL_Lj8G_ykVccxkTstow

Madagascar n'a pas quitté l'OMS, contrairement à ce qu'affirme une publication, devenue virale, sur Facebook. En toile de fond, les débats sur le Covid-Organics, que l'OMS refuse de reconnaître comme traitement. Selon la publication à l'orthographe approximative, Andry Rajoelina aurait déclaré : « *J'ai un regret amer envers les européens. Les européens ont créé des organisations pour que les africains soient éternellement dépendant de l'Europe. J'affirme [que] l'Afrique a trouvé un médicament contre le coronavirus mais les européens pensent qu'ils ont le monopole de l'intelligence, ils essaient de refuser notre médicament.* » La suite du message, qui dit citer le chef de l'Etat malgache, invite les pays africains à « *quitter passivement [sic] toutes les organisations mondiales des Européens* ». La publication se conclut notamment par : « *mon pays Madagascar quitte ce soir toutes organisations* ». Pour « *Les décodeurs* » du quotidien *Le Monde*, ces propos n'ont jamais été tenus.

19/05 - Le président d'Haïti annonce qu'il va discuter avec Andry Rajoelina par visioconférence au sujet du Covid-Organics et de l'expérience malgache en matière de lutte contre le coronavirus. Jovenel Moïse a déclaré : « *je salue la solidarité malgache à l'égard des autres pays africains et espère compter sur la solidarité de Madagascar envers notre pays.* » Demande a été faite au chef de l'Etat malgache d'accepter une collaboration entre les scientifiques des deux îles « *pour une plus grande mise en valeur de nos plantes médicinales pour soigner notre population.* »

21/05 - Andry Rajoelina s'est entretenu avec le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus. Selon le chef de l'Etat, « *l'OMS signera une clause de confidentialité sur la formulation [du Covid-Organics] et appuiera le processus d'observations cliniques qui s'étendra en Afrique.* » Andry Rajoelina a en outre déclaré : « *suite à l'invitation de l'OMS à s'inscrire dans le 'Solidarity Trial' pour des essais cliniques, Madagascar prouvera l'efficacité du 3ème protocole associant deux médicaments injectables différents du Covid Organics.* » Un accord de confidentialité sera prochainement signé entre Madagascar et l'OMS en vue de la réalisation d'essais cliniques sur le Covid-Organics, ainsi que sur cette solution injectable. « *La branche en charge de la médecine traditionnelle au sein de l'OMS sera mise à votre disposition afin de vous aider et vous accompagner pour peaufiner ce protocole, et ce, afin de faire en sorte que le Covid-Organics soit conforme à toutes les exigences scientifiques pour pouvoir bénéficier de la reconnaissance du monde entier* », a proposé Tedros Adhanom Ghebreyesus. « *La proposition de l'OMS d'inscrire le Covid-Organics dans le programme 'Solidarity Trial' semble avoir calmé définitivement les humeurs. La participation du professeur Ahmad Ahmad, ministre de la santé, à l'Assemblée mondiale de la santé, le 18 et 19 mai, a déjà été un signe d'apaisement de l'orage dans les relations entre l'Organisation et Madagascar* », juge *L'Express*.

Le Tchad a validé l'utilisation du Covid-Organics dans le protocole de traitement de ses malades.

► Affaires nationales

07/05 - Ouverture de la nouvelle session parlementaire : les députés affirment vouloir s'investir dans le « contrôle et l'évaluation des politiques publiques. » Selon l'un d'entre eux, « *les élus devront demander un rapport détaillé des activités menées par chaque département ministériel durant cette crise et faire de perspectives pour l'après-confinement* ». Des aides d'un montant considérable ont été annoncées par les partenaires techniques et financiers. La presse étrangère parle d'un montant de plus de 537 millions de dollars alloués à Madagascar. Les parlementaires se doivent en conséquence de réclamer une transparence totale sur le montant réel des aides extérieures - dons et prêts - ainsi qu'un tableau précis des engagements, rubrique par rubrique, localité par localité., affirment-ils.

11/05 - « Élection du vice-président de la CENI - L'Assemblée nationale en quête d'un membre intègre », titre *L'Express*. La Chambre basse doit recruter celui qui va remplacer Thierry Rakotonarivo, démissionnaire depuis 2 mois suite à la dénonciation des doublons des cartes d'identité nationale. Le dépôt de candidature est en cours. La présidente de l'Assemblée nationale, Christine Razanamahasoa a fixé des critères exigeants.

15/05 - Loi de finances rectificative - L'objet de la séance à huis-clos entre le premier ministre, le ministre de l'économie et les députés détourné par les élus. Il avait été prévu que cette rencontre donne lieu à des échanges sur la lutte contre la pandémie et la relance post-crise sanitaire. Selon des indiscretions toutefois, les discussions auraient rapidement tourné à des revendications particulières, voir personnelles, telles que l'attribution d'un véhicule 4x4 à chaque député et l'augmentation des crédits alloués aux Comités locaux de développement (CLD), afin de pouvoir concrétiser les projets pour lesquels les élus se sont engagés durant leur campagne électorale. « *Dans les circonscriptions reculées, les citoyens ne connaissent que les députés lorsqu'il y a des problèmes. Donnez-nous les moyens de subvenir aux besoins de nos électeurs* », a lancé l'un d'entre eux à l'exécutif. « *La confusion entre le rôle de législateur et celui du pouvoir exécutif semble avoir la peau dure* », déplore *L'Express*.

19/05 - « Covid-Organics : Un ‘tambavy’ de métamorphose politique », titre Midi. « En plus de ses vertus thérapeutiques, le Covid-Organics a également une propriété politique : celle de métamorphoser les politiciens comme ces sénateurs qui ont retourné leur veste après avoir bu la tisane à base d’artémisia. Elus sous le label des ‘Cravates bleues’, ils ont pratiquement viré à l’orange, la couleur du ‘tambavy’ qu’ils ont brandi lors d’une conférence de presse. Certains d’entre eux ont démissionné du HVM (...). Et ce afin de pouvoir conserver leur ‘seza’, comme le sénateur Mananjara Andriambololona, dont la procédure de déchéance engagée à son encontre par le président de la Chambre haute, a été rejetée par la HCC. »

28/05 - Nomination de nouveaux gouverneurs de région : les députés interpellent l’exécutif. 10 régions sur 22 n’ont toujours pas de responsable à leur tête. Dans ces collectivités, l’administration est confiée aux secrétaires généraux qui assurent l’intérim depuis le limogeage collectif de tous les chefs de région. Leur marge de manœuvre pour agir en faveur du développement économique est très réduite.

La controverse sur la construction d’un Colisée dans l’enceinte du Rova d’Antananarivo

21/05 - Des photos d’un Colisée à la romaine en cours de construction à l’intérieur du Rova d’Antananarivo provoquent l’indignation. Le palais de la Reine est un symbole très fort de l’unité nationale et un témoin de l’histoire du royaume de Madagascar. Ce monument historique n’a donc pas vocation à être dénaturé ni modifié et doit être restauré dans son état initial avec les matières nobles et tous les symboles qui tournent autour de la monarchie, écrivent plusieurs médias. En février, la directrice du Centre du patrimoine mondial de l’Unesco avait déjà interpellé l’Etat malgache sur l’impact de ce genre de travaux sur « *la valeur universelle exceptionnelle et l’intégrité de la Haute ville d’Antananarivo.* » Le Rova d’Antananarivo pourrait être rayé de la liste du patrimoine mondial. Une pétition en ligne exige l’arrêt immédiat des travaux et la démolition du bâtiment incriminé qui devait être inauguré le 26 juin, pour le 60^e anniversaire de l’indépendance. « *Institutionnaliser de la sorte le vandalisme du patrimoine culturel est contraire aux principes républicains. Il est inimaginable qu’un gouvernement transparent prenne au dépourvu les citoyens et profite de la situation d’urgence coronavirus pour accélérer la démolition d’un site d’intérêt patrimonial et culturel* », lancent les initiateurs de la pétition. Face aux polémiques, la ministre de la communication et de la culture s’est exprimée sur les réseaux sociaux. « *Le Palais de la Reine n’a jamais fait l’objet d’une quelconque démarche d’inscription au patrimoine mondial de l’Unesco. Il demeure ainsi exclusivement un patrimoine national et Madagascar est entièrement souverain quant à sa sauvegarde, sa protection et sa capitalisation.* », a-t-elle affirmé, en contradiction avec la démarche effectuée auprès de l’Unesco en février 2016 en vue du classement de toute la Haute ville⁹. Il n’y a pas que Manjakamiadana qui est en train d’être dénaturé. Dans un article intitulé « *le patrimoine d’Antananarivo en danger* » paru le 6 mai sur le site de *Tribune de l’Art*, l’auteur dénonce les destructions et menaces sur le patrimoine malgache, dont des monuments dépendant de l’Etat¹⁰.

Les travaux de l’arène en béton armé, d’une capacité de 400 places, financés par le seul budget de l’Etat pour « *marquer sa souveraineté* », selon la ministre de la communication, ont été confiés au groupe français Colas. Le projet de Colisée malgache s’inspirerait du Colisée du parc d’attraction du Puy du Fou, en Vendée, stadium Gallo-romain construit en 2001, réplique du Colisée de Rome, qu’Andry Rajoelina a visité durant un séjour en France sous la Transition.

22/05 - Pour La Tribune de l’Art, les réponses fournies par le gouvernement sont trompeuses¹¹. La liste des membres du fameux « *comité scientifique* » demandée à la présidence de la République, n’a pu être obtenue. Un manque de transparence éloquent. Il n’inclurait en fait que des fonctionnaires aux ordres du pouvoir et aucune personnalité légitime et indépendante. Les options de « *restauration* » du Palais de la Reine et de dénaturation de l’ensemble de la colline par la construction du « *Colisée* » et du gigantesque mat surmonté d’une croix lumineuse également prévu n’ont donc jamais été validées scientifiquement. Bien au contraire, les scientifiques indépendants et indiscutables sont, eux, fermement opposés au projet, affirme le site.

23/05 - La plateforme de l’opposition RMDM dénonce l’édification du Colisée dans l’enceinte du palais de la Reine. Elle estime que « *le pouvoir brave les interdits. Il a détruit ce haut-lieu de l’histoire qui est le palais de Manjakamiadana.* » et exige plus de transparence dans la gestion des crédits affectés à cette construction.

« **Réhabilitation du Rovan’Antananarivo - Modernisation et non dénaturation du patrimoine** », titre **La Vérité** qui écrit notamment : « *La structure en construction est destinée exclusivement à accueillir un spectacle historique permanent et évolutif. Il est utile de souligner ainsi que la construction de l’arène ‘Kianja Masoandro’ a débuté à la suite du feu vert du comité scientifique et de la cellule technique, qui compte des historiens, des*

⁹ https://whc.unesco.org/fr/listesindicatives/6078/?fbclid=IwAR28EcD6YUaJ77mPLldWPitQ8nNNO5wsCjqs8gmzr_0LINgr2eM5q9gJdgl

¹⁰ <https://www.latribunedelart.com/le-patrimoine-d-antananarivo-en-danger>

¹¹ <https://www.latribunedelart.com/patrimoine-menace-les-reponses-trompeuses-du-gouvernement-malgache?fbclid=IwAR2Ard8QpU6c0GBkqpxemzECTAKZU4HKCc41boNiOvT8QqvxmjceQnWyi3Y>

archéologues, les muséologues, mis en place pour effectuer le suivi des travaux de réhabilitation et de modernisation du Rova. (...) 'Achever symboliquement ce qui a été interrompu par l'arrivée des colons', tel est entre autres la raison de l'édification de l'arène qui est bâtie sur l'emplacement de ce qui devait être le 'Palais Masoandro' commandé par Ranavalona III mais jamais achevé à cause de la colonisation. »

26/05 - Les détracteurs du projet pointent le problème de gouvernance que révèle cette arène construite en catimini, note *Le Monde Afrique*¹². « Les rénovations du Rova sont impulsées par la présidence, mais doivent être validées par un comité scientifique qui dépend du ministère de la culture, explique Sandrina Randriamanjara, secrétaire de l'Association des professionnels de l'urbain de Madagascar. Or, depuis quelques mois, ce comité qui était à la base constitué de techniciens, d'archéologues, de scientifiques, a été renforcé par des acteurs gravitant autour de la présidence. » Le malaise a gagné le cœur même de cette structure, comme en témoigne la démission du directeur du comité scientifique, le professeur Rafolo Andrianaivoarivony. « On a fait endosser aux membres scientifiques une décision politique relevant de la prérogative régaliennne. Or le dossier du Colisée n'a pas été soumis aux scientifiques », explique au Monde cet ancien représentant de Madagascar au Comité du patrimoine mondial de l'Unesco. Le professeur assure que dix de ses membres sont issus de la présidence et de ministères, contre seulement quatre universitaires et six techniciens. Les protestations fusent de toutes parts, mais la construction est déjà quasiment achevée, empêchant tout retour en arrière. *A fortiori* pour un projet-clé pour la geste présidentielle. « La dimension de bâtisseur est essentielle à la parole politique d'Andry Rajoelina, explique Juvence Ramasy, enseignant en sciences politiques à l'université de Toamasina. Son précédent mandat a été marqué par les constructions : hôpitaux, stade Maki, sans oublier, déjà, le colisée d'Antsonjombe. C'est une façon de réactualiser le 'Panem et circenses'. » Rafolo Andrianaivoarivony s'inquiète en outre du « risque géologique », lié au poids du nouvel ouvrage, inconnu à ce jour : « Chaque année, des éboulements sont à déplorer sur cette colline. Des éboulements qui font des morts », rappelle-t-il.

L'Express écrit : « L'opportunité de la réalisation d'un tel chef d'œuvre soulève des polémiques par rapport aux autres urgences du moment. D'autant que des projets présidentiels en provinces sont en stand-by. D'où cet effluve d'animosité ethnique qui surplombe l'ambiance politique. »

La démission du Pr Rafolo Andrianaivoarivony du comité scientifique pour la réhabilitation du Rova d'Antananarivo, annoncée par le quotidien Le Monde, a été refusée, selon un communiqué de la Présidence. L'annonce a été faite après un entretien de deux heures entre le chef de l'Etat et l'universitaire. *Moov* écrit : « Cette histoire de Pr Rafolo Andrianaivoarivony est semblable au dossier de l'Académie nationale de médecine de Madagascar au moment du lancement du tambavy CVO. Une rencontre de quelques tours d'horloge à Ambohitsorohitra suffit pour leur faire changer d'avis. C'est la même rengaine pour la démission de cet éminent professeur. » Le communiqué affirme : « Ils se sont convenus de se donner la main pour réussir ensemble jusqu'au bout cette noble mission de valorisation de la culture et du patrimoine malgache. ». L'intéressé n'a pas encore réagi...

27/05 - Dans un communiqué, l'association des Amis du patrimoine de Madagascar indique qu'elle avait demandé que l'identité visuelle et la sacralité du Rova d'Antananarivo soient respectées et que de nouveaux éléments visuels ne soient pas introduits, eu égard à sa symbolique au niveau de la souveraineté nationale. Elle regrette de ne pas avoir été consultée avant le lancement du projet de construction du « Kianja Masoandro », structure en béton armé de 700 m², qui « n'a rien à voir avec l'architecture initiale du site, ni avec l'histoire de Madagascar, encore moins avec sa culture. »

29/05 - La polémique autour de la construction d'un Colisée à proximité du palais de la Reine a été abordée par Marc Ravalomanana. L'ancien président s'est rendu sur le site, sans autorisation, accompagné des députés et sénateurs issus du parti TIM. « Manjakamiadana a été dénaturé », a-t-il soutenu ensuite sur les ondes de sa station MBS.

« **Le financement du Colisée est opaque et les procédures de passation de marché n'ont pas été respectées**, déplore pour sa part *La Gazette*. Une fois de plus, la population a été mise devant le fait accompli. (...) Le Colisée est une dépense somptueuse, presque superflue, alors que la réhabilitation des routes empruntées quotidiennement par la population est une nécessité vitale. »

► Diplomatie - Iles Eparses

19/05 - Madagascar s'oppose au projet français d'une réserve naturelle sur les îles Eparses. L'ambassadeur de France a été convoqué par le ministre malgache des affaires étrangères. Une convocation qui fait suite au lancement il y a une semaine par le ministère français de la transition écologique d'une consultation publique en vue de concrétiser un projet de création de réserve naturelle sur l'archipel des Glorieuses. «

¹² https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/25/sur-les-hauteurs-d-antananarivo-le-colisee-de-la-discorde_6040710_3212.html

Le projet du gouvernement de la République française est ainsi un acte de défiance envers Madagascar et va à l'encontre de l'engagement des deux parties à poursuivre le dialogue dans un esprit positif. L'Etat malgache s'oppose fermement au projet de création d'une réserve naturelle nationale sur l'archipel des Glorieuses par le gouvernement de la République française, ainsi qu'à tout autre acte unilatéral susceptible de porter atteinte de manière directe ou indirecte au droit souverain de Madagascar sur ces îles. » peut-on lire dans un communiqué. RFI note que le projet de la France passe très mal à Madagascar et ce d'autant plus que des négociations sont en cours pour résoudre la question de la souveraineté sur ces îles. La deuxième réunion du comité mixte de cogestion des îles Eparses aurait dû avoir lieu fin mars mais elle a dû être ajournée en raison de la crise sanitaire.

Pour *L'Express* cette convocation cadre avec la posture diplomatique de l'administration Rajoelina qui s'est lancée dans une croisade pour imposer son Covid-Organics au niveau international et faire peser des soupçons vis-à-vis de l'Institut Pasteur de Madagascar, fleuron du savoir-faire français en biologie. Une source diplomatique confie que la pandémie impacte grandement le dossier des îles Eparses. La conjoncture sanitaire n'est pas en faveur de la partie malgache. Boucler ce dossier avant la fête nationale, le 26 juin, comme promis par le chef de l'Etat malgache, constituerait une prouesse historique.

21/05 - Iles Eparses - La présidente de l'Assemblée nationale, Christine Razanamahasoa, appelle à la médiation de l'UA et de la SADC. Dans une déclaration lue par sa présidente, l'Assemblée a déclaré se joindre au gouvernement pour contester la décision unilatérale de la France de faire des îles Glorieuses une réserve naturelle, une décision qu'ils jugent « *inoportune et provocatrice.* » À part le groupe parlementaire TIM qui s'est abstenu de s'associer, les députés ont arboré leur écharpe aux couleurs nationales durant la lecture du communiqué. La présidente de la Chambre basse indique que le Parlement pourrait prendre l'initiative d'une loi affirmant la souveraineté de Madagascar sur les îles Eparses, tout en laissant pour l'instant une porte ouverte pour la négociation.

28/05 - Souveraineté sur les îles Eparses : « Négociateur risque d'affaiblir la position de Madagascar », selon le « Groupe des experts nationaux » (GEN) dirigé par la figure historique de la société civile, Madeleine Ramaholimihaso. « *Il ne s'agit pas de négociateur mais de réaffirmer que ces îles sont malgaches. Revendiquer ces îles signifierait que Madagascar ne serait pas certain de ses droits sur ses îles* », peut-on lire dans la déclaration de l'organisation. Madeleine Ramaholimihaso appelle à un « *sursaut national pour réaffirmer la souveraineté de Madagascar* » parce que « *prétendre que des réserves naturelles françaises existent à 12 000 km de la France n'est guère convaincant et accepter une base militaire française dans la zone exclusive maritime de Madagascar compromet l'affirmation que l'océan Indien et le canal du Mozambique reste une zone de paix loin de tout conflit* », soutient-elle. Le GEN lance un appel à la solidarité africaine et demande la révision des accords de coopération avec la France.

DROITS HUMAINS - GOUVERNANCE

27/05 - Promotion des droits de l'homme : la CNIDH défend son bilan devant le Sénat. Sa présidente, Mireille Rabenoro, s'est félicitée d'avoir pu œuvrer à la diminution du nombre des vindictes populaires, pratiques devenues courantes dans plusieurs villes du pays. Ce résultat avait été mis en avant dans le document soumis à l'Examen périodique universel (EPU) présenté devant la Commission des droits de l'homme des Nations unies. La CNIDH se targue aussi d'avoir œuvré à l'amélioration des conditions carcérales et à la défense des droits des femmes. Elle a travaillé sur la question des migrations internes et participé aux travaux de la commission de réforme du système pénal. Mireille Rabenoro reproche toutefois au pouvoir de ne pas avoir poursuivi le traitement de certains dossiers relatifs à des violations des droits humains. Parmi ces affaires figurent, entre autres, le dossier d'Antsakabary, des événements tragiques survenus en 2017 pour lesquels l'enquête est au point mort, ainsi que le dossier du vol de bovidés à Andalatanosy Androy où deux voleurs ont été tués au cours de leur détention dans les locaux de gendarmerie. La CNIDH reconnaît toutefois que des efforts ont été accomplis au sein des forces de l'ordre pour un meilleur respect des droits humains. La Commission a annoncé avoir eu l'accréditation de l'alliance mondiale des institutions nationales de droits de l'homme, un réseau des commissions nationales de l'espace francophone, créé en mai 2002 avec le soutien de l'OIF.

Omer Kalameu du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies a fait savoir lors d'une rencontre avec la présidente de l'Assemblée nationale qu'il suit de près les événements qui se sont déroulés à Ambovombe Androy.

22/05 - D'après l'étude Afrobaromètre, seule 12 % des Malgaches tolèrent l'homosexualité. Les personnes LGBT subissent encore différentes formes de violences physiques, morales ou symboliques. La loi malgache est encore floue sur leur statut, ce qui les rend encore plus vulnérables face à la discrimination, selon le Fonds commun multi-bailleurs d'appui à la société civile.

► Insécurité, dahalo, justice populaire, enlèvements

29/05 - Intervenant à l'Assemblée nationale, le général Richard Ravalomanana, secrétaire d'État chargé de la gendarmerie, a accusé des députés de complicité avec les dahalo. Des échanges tendus ont eu lieu entre lui et le député de Betroka, Nicolas Randrianasolo ainsi que qu'avec son collègue d'Ampanihy, Keron Idéalson, président de la commission justice. La présidente de l'Assemblée a dû s'interposer et suspendre la séance. Certains élus sont accusés de se cacher derrière leur immunité parlementaire. S'adressant au député de Betroka il déclare : « *Par rapport à vos demandes d'affectation du chef de brigade de Betroka et à la suspension de l'emprisonnement des gendarmes, j'ai le regret de vous annoncer que nous allons jeter en prison les gendarmes qui sont de connivence avec les dahalo, que cela plaise ou non. Nous allons également les révoquer de notre corps et vous pouvez les emmener chez vous, si vous voulez.* » Affirmant défendre « ses gendarmes », l'officier a soutenu que les interventions de ses hommes se font dans les règles, notamment, suivant le principe du flagrant délit. Le ministre de la justice, Johnny Andriamahefarivo, s'est également affronté aux députés qui contestent les décisions de justice et portent des accusations publiques sans preuves contre des magistrats.

05/05 - 689 fusils d'assaut et autres armes de fabrication locale saisis par la gendarmerie dans le courant de cette année dans la région Haute-Matsiatra. Ces armes ont été saisies sur des dahalo ou remises aux forces de l'ordre. La gendarmerie déclare que ce résultat est le fruit d'une longue campagne de sensibilisation des autorités locales, maires ou députés de l'Isandra. 29 fusils kalachnikovs récupérés auraient été pillés lors des événements de 2002 et 2009.

15/05 - Deux coupeurs de route placés sous mandat de dépôt suite à l'attaque d'un taxi-brousse transportant des militaires sur la RN4, à Maevatanana. Leurs comparses sont parvenus à prendre la fuite. Onze militaires relevant de l'opération de sécurisation ZRPS se trouvaient à bord du véhicule.

02/05 - 200 millions Ar. C'est la récompense que les autorités offrent pour l'arrestation de Norbert Ramandiamanana, dit Lama, très connu des forces de l'ordre dans le domaine du kidnapping. Lama serait la tête pensante de l'enlèvement d'Anil Karim, le ressortissant français d'origine indienne, survenu récemment à Ambatobe. Son premier kidnapping de *karana* remonterait à 2004.

10/05 - L'enquête sur le kidnapping d'Anil Karim progresse, selon le commandant de la circonscription inter-régionale de la gendarmerie d'Antananarivo. 20 personnes ont été arrêtées à ce jour dans le cadre de cette affaire.

13/05 - Anil Karim retrouve la liberté au terme de 16 jours de captivité. Les circonstances et les démarches qui ont conduit à sa libération restent floues. Une rançon aurait certainement été versée, aucune intervention militaire n'ayant été signalée.

14/05 - La gendarmerie a arrêté Norbert Ramandiamanana alias Lama, recherché depuis 20 ans pour des enlèvements. Il a succombé à ses blessures avec son frère lors de cette arrestation musclée. Avant de succomber, Lama a pu dévoiler plusieurs noms de personnes ayant collaboré avec lui dans des affaires de kidnapping entre 2000 et 2019. Le gang aurait commis une cinquantaine d'enlèvements. Trois personnes dont un gendarme ont été arrêtés. Plusieurs complices, dont un *karana*, sont encore recherchés. Ce dernier aurait trouvé refuge aux Comores. Le réseau était en relation avec des hauts fonctionnaires corrompus qui auraient rendu plus compliquées les investigations. La gendarmerie a annoncé une prime de 200 millions Ar à toute personne qui pourrait fournir des renseignements. La gendarmerie a procédé à la démolition de la maison qui avait servi à la bande de lieu de séquestration de ses victimes.

21/05 - Dénoncé par Lama peu de temps avant sa mort, son complice en cavale, l'Indien Divalarhousen Raza Mamod aurait été appréhendé aux Comores. Son extradition devra se faire dans le cadre d'un accord entre les deux pays. Les enquêteurs privilégient la thèse d'un règlement de compte entre des membres de la communauté indienne malgache.

08/05 - Des dahalo-kidnappeurs lourdement armés ont pris pour cible une famille dans un village du district d'Ambatofinandrahana. Les proches des victimes ont dû verser une rançon de 10 millions Ar et donner 20 zébus aux malfaiteurs en échange de leur libération. Après deux jours de marche, les forces de l'ordre et les Fokonolona ont rattrapé les kidnappeurs. Un affrontement entre les deux parties a eu lieu et les bandits ont abandonné le troupeau. Un des dahalo est tombé sous les balles des gendarmes.

26/05 - Des kidnappeurs armés ont enlevé un garçon albinos à Morombe. Le dispositif d'interception mis en place par la gendarmerie avec le concours du fokolonona et des cercles d'auto-défense villageoise a permis de repérer le commando et de le cerner. Les malfaiteurs ont battu en retraite, abandonnant sur place l'enfant

pris en otage, qui est sain et sauf. Depuis quelques mois, la prolifération des raptés d'enfants albinos inquiète la population du Sud-Ouest.

► Justice, situation carcérale

30/05 - 12 magistrats traduits devant le Conseil de discipline. Huit sont actuellement en cours de traduction, a révélé le ministre, Johnny Richard Andriamahefarivo devant les députés, quatre autres sont déjà passés devant ce conseil, dont un a été exclu temporairement et deux autres renvoyés à des fins de poursuite disciplinaire. D'autres fonctionnaires du ministère devront rendre des comptes, notamment sept greffiers. Six membres du personnel de l'administration pénitentiaire ont été suspendus, douze autres ont fait l'objet d'affectation disciplinaire. Quatre avocats font l'objet de poursuites pénales. Le ministre espère obtenir des crédits dans le cadre de la loi de finances rectificative pour financer un nouveau tribunal et de nouveaux établissements pénitentiaires. Le ministre a défendu les efforts déployés par son département pour affronter la pandémie et endiguer la propagation du virus dans les prisons trop souvent surpeuplées. Des kits de prévention ont été distribués aux personnels des juridictions et aux détenus. Des contrôles destinés à vérifier l'application des mesures sanitaires ont été opérés.

05/05 - Maison carcérale de Fenoarivo Atsinanana : deux détenus décèdent de diarrhée en l'espace de quelques heures. La surpopulation carcérale et la vétusté des infrastructures de la prison menacent sérieusement la vie des détenus. Selon un responsable, depuis la mise en place du tribunal de première instance de la localité, le nombre de détenus ne cesse de croître, une dizaine par semaine. L'établissement ne répond pas aux normes. Les conditions sanitaires y sont alarmantes. L'édifice a été prévu pour 80 détenus mais en réalité 390 individus, dont 18 femmes et 19 mineurs, y sont actuellement incarcérés. Des prisonniers défèquent à l'air libre. A cela s'ajoute le manque d'eau, car la prison ne dispose que d'un seul puits qui est implanté près du puisard. Face à cette insalubrité, la diarrhée a pris de l'ampleur. Les autorités proposent le raccordement de l'établissement au réseau d'eau potable de la Jirama et la construction de nouvelles toilettes.

Dix prisonniers s'évadent de la maison central d'Ihoso, agressant et blessant trois agents pénitentiaires. La vétusté de l'infrastructure et la surpopulation seraient à l'origine de cette évasion. Selon les responsables, la capacité d'accueil maximale de la maison centrale d'Ihoso est de 180 prisonniers. Pourtant, près de 550 y croupissent actuellement et le chiffre est en augmentation depuis un mois. Si une cellule devait accueillir 30 détenus, presque le triple, condamnés et prévenus confondus, s'y entassent. En l'espace d'une semaine, deux prisons du pays ont connu des évasions.

09/05 - La prison de Sambava qui ne peut, initialement, héberger que 200 prisonniers, en accueille plus de 2 000. Elle reçoit actuellement 25 à 30 nouveaux prisonniers par semaine, qui, pour la plupart, ne reçoivent plus de vivres de la part de leurs proches. Pour faire face à cette situation, la région Sava a procédé à la donation à la maison centrale de 10 sacs de riz.

Le concours de recrutement de 500 agents pénitentiaires sera organisé après la crise sanitaire. Les convocations sont prêtes et n'attendent que la fixation de la date des épreuves.

23/05 - Aucun cas de coronavirus n'a été détecté jusqu'ici dans les prisons de Madagascar, selon le ministre de la justice, Johnny Andriamahefarivo. Les nouveaux détenus sont mis en quarantaine avant de rejoindre les cellules. 800 détenus sont actuellement en quarantaine à Antanimora et 80 à Tsiarahy

25/05 - Lutte contre le coronavirus : des intrants de prévention pour les établissements pénitentiaires fournis par le Pnud au ministère de la justice. « Face à la pandémie (...), les réalisations et les acquis antérieurs risquent de disparaître si la propagation du Covid-19 n'est pas maîtrisée dans les juridictions et les établissements pénitentiaires. Les matériels et produits bénéficieront aux personnels de ces juridictions et établissements pénitentiaires, ainsi qu'aux détenus dans les prisons, contribuant ainsi au maintien d'un fonctionnement normal de la justice et au renforcement de l'Etat de droit dans un contexte particulier et difficile », souligne Marie Dimond, représentante résidente.

► Droits des enfants, éducation

02/05 - Toliara - La police des mœurs et de la protection des mineurs a fait arrêter un étranger pédophile membre d'un réseau qui sévit depuis longtemps dans la ville. Les enfants victimes sont, pour la plupart, des mendiants à peine âgés de 12 ans. Parmi eux, des enfants handicapés. Le « travail » de ces enfants constitue une source de revenus pour leurs familles. « La pédophilie n'a jamais été sanctionnée sévèrement », déplore un notable de Toliara.

23/05 - Quatre mille enseignants FRAM recrutés comme fonctionnaires au cours de la 6e vague de recrutement, selon le ministère de l'éducation nationale. Pour cette année 2020, 8 000 enseignants FRAM seront recrutés en tant qu'agents de l'Etat.

27/05 - La rentrée universitaire prévue le 8 juillet reportée sine-die en raison de la situation sanitaire. Les cours devaient se faire à distance mais des divergences entre enseignants ont conduit le ministère à renoncer à ce projet. Des désaccords sont apparus également parmi les familles des étudiants. Des étudiants eux-mêmes se sont plaints du manque de moyens mis à leur disposition. Cette décision suspend également tous les cours en ligne programmés d'ici fin juin pour achever l'année universitaire.

► Santé

02/05 - Recrudescence du paludisme. 463.689 cas ont été enregistrés depuis le début de l'année, dont 487 décès. Plusieurs districts du Sud sont sévèrement touchés. Plus de 10 000 cas ont été recensés dans la région Melaky. Les autorités lancent une distribution gratuite de moustiquaires auprès de la population. Désormais, le Covid-Organics sera utilisé dans la lutte contre le paludisme, à titre préventif et curatif, a fait savoir la directrice des études juridiques de la présidence, Marie Michelle Sahondrarimalala.

02/05 - L'épidémie de dengue refait son apparition à Mahajanga et dans la région Boeny. 24 cas ont été confirmés par l'Institut Pasteur. Les intempéries qui se sont succédées entre le début de l'année et début mars auraient favorisé le retour de cette épidémie apparue pour la première fois dans la région en 2010. La population se rue dans les hôpitaux et les centres de santé de base. La prise en charge des malades de la dengue est totalement gratuite, souligne le ministère de la santé. Une équipe d'entomologistes et d'épidémiologistes de l'Institut Pasteur de Madagascar a mis le cap sur Mahajanga.

07/05 - 227 nouveaux cas de dengue détectés à Mahajanga. Il y aurait 2 000 cas suspects, selon le ministère de la santé. Les signes cliniques du coronavirus et la dengue sont proches. L'épidémie de dengue frappe la partie Ouest du pays tandis que le paludisme fait des centaines de victimes dans les régions du Sud... A Mahajanga, les médicaments contre la dengue manquent et la gratuité des soins pour tous qui avait été annoncée ne peut être assurée. On enregistre dans la ville une centaine de nouveaux cas de dengue chaque jour depuis mi-mai.

09/05 - Le premier ministre cantonné à la lutte contre la dengue et le paludisme qui connaissent un regain préoccupant. *L'Express* écrit : « *Devenu électron libre, sinon au chômage 'tactique' par l'omnipotence et l'omniprésence présidentielle sur le front de la lutte contre le coronavirus, Christian Ntsay (...) a fini par trouver des occupations. Ou plutôt des préoccupations. Un partage tacite du travail, au sommet de l'exécutif, lui confère de fait la gestion de la résurgence, pour ne pas dire de l'émergence subite du paludisme et de la dengue. Deux variantes de la fièvre tropicale, dans le Sud-Est et dans le Nord-Ouest. (...) Sa dernière apparition publique auprès du président de la République remonte au 20 avril au siège de l'IMRA, lors de la cérémonie officielle de présentation et de lancement du Covid-Organics. Une 'désertion' qui a alimenté les spéculations* » sur ses relations avec le chef de l'Etat.

10/05 - 12 999 personnes ont été soumises au test de diagnostic rapide du paludisme dans le district de Betroka. 6 033 des individus testés ont un résultat positif et 80 % des testés positifs présentent des symptômes de la maladie, 10 % avaient de la fièvre.

13/05 - Le paludisme aurait fait plus de 80 morts dans les 22 communes du district de Betroka. Selon les responsables concernés, « *les différents problèmes dont l'enclavement, l'influence des charlatans, l'insécurité, le manque voire l'inexistence d'infrastructures sanitaires en plus de la difficulté de l'accès aux médicaments, constituent les principaux paramètres à l'origine des complications médicales dans les soins des paludéens.* » Une équipe médicale militaire a été appelée en renfort.

13/05 - Les périodes de confinement ont eu des impacts négatifs sur le recours aux services de planning familial. On observe une baisse considérable du taux de consultations et de recours aux méthodes de planification familiale dans les services de planification familiale et de consultation prénatale. La situation affecte principalement les utilisatrices de méthodes de planification à courte durée. En cause, la crainte de se rendre dans un service hospitalier et les problèmes de transport. Une situation préoccupante propice aux grossesses non désirées.

23/05 - Plus de 50 000 femmes vivent avec une fistule obstétricale, une des lésions les plus graves et les plus dangereuses susceptibles de survenir lors d'un accouchement. 4 000 nouveaux cas sont recensés en moyenne chaque année. Depuis 2010, plus de 6 400 femmes et jeunes filles ont bénéficié de réparation dans une dizaine de sites et 18 équipes chirurgicales ont été formées.

► Médias, communication

04/05 - Journée internationale de la liberté de la presse : célébration sur fond de discorde. « *La liberté de la presse malgache est relative* », estime Gérard Rakotonirina, président de l'ODJ devant des confrères venus nombreux pour déposer des gerbes sur la stèle de l'Ordre. « *Les intimidations et les menaces qui pèsent sur les journalistes persistent* » poursuit-il. Il est regrettable, selon lui, de voir qu'en 2020 une journaliste, Arphine Helisoa, emprisonnée dans le cadre de l'exercice de ses fonctions. De son côté, l'Etat déclare assumer pleinement les mesures restrictives mises en œuvre dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. « *La restriction est imposée par la nécessité de préserver la santé et la vie de nos concitoyens. Par conséquent, l'exercice des libertés fondamentales y compris la liberté de presse en situation d'exception ne saurait être la même qu'en période normale. La situation d'exception impose un nouveau cadre temporaire à celle-ci* », se défend le ministère de la communication dans un communiqué. Et de souligner que « *l'exercice abusif de cette liberté c'est-à-dire ne tenant compte ni des impératifs de la situation d'exception ni des réglementations en vigueur ne saurait aucunement être érigé en liberté de la presse* ». Le gouvernement affirme avoir « *énormément œuvré pour l'effectivité de la liberté de la presse à Madagascar* ». Il a piloté la réforme du code de la communication médiatisée qui est « *un acquis considérable car tous les articles liberticides, décriés par tous les journalistes ont été extirpés* », affirme le communiqué du ministère. En 2016, la situation était différente, argumente le gouvernement. « *L'adoption du code de la communication médiatisée contenant des dispositions liberticides en 2016 a incontestablement rétrogradé le classement mondial de notre pays concernant la liberté de la presse* » souligne-t-il.

Andry Rajoelina annonce la libération de tous les journalistes placés en détention. Bien qu'elle ne soit pas encore condamnée, la journaliste Arphine Rahelisoa devrait donc sortir de la prison d'Antanimora où elle est détenue depuis près d'un mois. « *L'accès à l'information impartiale, juste et sans fake news est un droit fondamental qui doit être garanti par une presse libre et professionnelle* », écrit le président sur son compte Twitter.

05/05 - Arphine Helisoa est sortie de prison après un mois d'incarcération. « *C'est une sage décision* », s'est réjoui Gérard Rakotonirina, président de l'Ordre des journalistes. « *Nous remercions vivement le président de la République et le ministère de la justice d'avoir décidé ainsi, en faveur de la presse malgache* », a-t-il déclaré.

Les journalistes de Toliara dénoncent des intimidations du Centre de commandement opérationnel (CCO) de prévention du Covid-19. « *Nous pensons que mépriser nos badges professionnels et refouler les journalistes en quête d'informations relèvent d'un acte délibéré du CCO de nous priver des informations locales sur cette pandémie* », clame Daudet Rarivoson de l'OJM. Une correspondante de l'Express, a été convoquée par le CCO pour avoir publié un article qui annonçait l'existence de cas confirmés du Covid-19 à Toliara. « *Durant cette audition, un colonel de la gendarmerie a menacé verbalement notre collègue, lui intimant l'ordre de ne plus refaire ce qu'elle a fait* », soulignent ses collègues locaux. Cette intimidation s'est déroulée en présence du préfet de Toliara.

06/05 - La correspondante de France 24 à Madagascar, Gaëlle Borgia, a reçu le prix Pulitzer pour son travail publié dans le New York Times sur l'ingérence russe lors de la présidentielle malgache de 2018¹³. Cette journaliste franco-malgache freelance aux manettes de « *Tanala production* » est installée à Madagascar depuis 2011. Elle fait partie de l'équipe du *New York Times* ayant reçu le prix Pulitzer pour ses enquêtes sur certaines opérations extérieures de la Russie de Vladimir Poutine. Le travail de Gaëlle Borgia s'est révélé décisif pour obtenir des témoignages clés, dont celui de Hery Rajaonarimampianina, alors candidat à sa réélection, seulement quelques semaines avant le scrutin. Un apport jugé « *extraordinaire* » par le chef du service international du *New York Times*. La journaliste déclare notamment : « *Toute une équipe est venue habiter à Madagascar pendant plusieurs mois afin de faire réélire Hery Rajaonarimampianina. Il suffisait d'aller à un meeting de campagne pour les voir. Au fil du temps, ils ont pris de l'importance en devenant d'abord les petites mains de l'équipe de campagne, pour finir par être ceux qui donnaient des ordres. Madagascar est l'un des rares pays où on a pu voir concrètement comment les Russes opéraient avec des valises de cash, la publication de journaux, la fabrication de produits dérivés, l'organisation de fausses manifestations. Leur ingérence avait toujours été un peu abstraite avant cela, mais à Madagascar c'était plus concret et très visible. (...) Ils sont arrivés avec beaucoup de certitudes sans bien connaître le pays et sans se rendre compte*

¹³ <https://information.tv5monde.com/video/prix-pulitzer-pour-gaelle-borgia-correspondante-de-tv5monde-madagascar-montre-comment-cette>

des forces en présence. Ils ont également très vite été dénoncés par les autres candidats et ont très rapidement perdu en crédibilité. Leur objectif était notamment de mettre la main sur une mine de chrome [la société d'Etat Kraoma]. Ça s'est mal passé puisqu'ils ont aujourd'hui quitté Madagascar. »

07/05 - Placée sous mandat de dépôt pour diffusion de fausses informations pouvant conduire à un trouble de l'ordre public, une animatrice de la chaîne Kolo, Sabrinah, mise en liberté provisoire. La jeune femme avait été placée sous mandat de dépôt le 8 avril. Alors qu'elle était encore en fuite, la ministre de la communication avait promis une récompense de cinq millions Ar pour toute collaboration aboutissant à son arrestation. L'animatrice était soupçonnée de diffusion sur Facebook d'un message vocal véhiculant de fausses informations selon lesquelles 200 personnes étaient contaminées par le coronavirus dans la capitale, 70 à Toamasina. Sa sortie de prison fait suite à la déclaration d'Andry Rajoelina annonçant la libération de tous les journalistes emprisonnés à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse.

ÉCONOMIE - SOCIAL

► Ressources naturelles

03/05 - Regain de l'exploitation illicite de bois précieux - 200 madriers de palissandre saisis sur un marché à Toamasina suite à une dénonciation. Cette saisie s'ajoute aux deux premières effectuées par les autorités fin avril dans différentes régions. La situation sanitaire actuelle ne ferait qu'encourager les trafiquants à relancer leurs activités.

13/05 - Une quantité importante de palissandre a été saisie par la direction régionale de l'environnement de Toliara. La pandémie facilite la circulation des bois précieux dans la région Atsimo Andrefana. Les trafiquants ont été déférés au tribunal. « *L'environnement subit diverses pressions depuis à peu près quatre semaines. Les feux de brousse, les défrichements de forêt et le trafic de bois précieux s'intensifient, pour ne citer que des points de feux dans les districts de Morombe, d'Ankazoabo et de Toliara II* », a fait savoir la direction régionale.

Le quotidien *Les Nouvelles* écrit : « *outre les réseaux criminels organisés, le virus a encore appauvri la population. Le confinement a aggravé une situation sociale et économique déjà terrible partout dans le pays. Bien souvent, la population n'a eu comme solution que de se rabattre davantage sur la ressource naturelle la plus accessible : la forêt. Le charbonnage, le braconnage, la coupe illicite, sont devenus des moyens faciles pour se faire de l'argent. (...) Du Nord au Sud, d'Est en Ouest, les défenseurs de l'environnement crient au désastre. Des aires protégées sont pillées impunément. Et le service minimum au sein de la justice n'arrange rien...* »

29/05 - « Gestion de sortie de crise : pourquoi pas le bois de rose ? », interpelle l'Agence malagasy de presse. Le site écrit notamment : « *Le commun des mortels se demande, étant au courant de l'existence de bois de rose saisi et qui est stocké quelque part, quelle est vraiment la raison qui empêche Madagascar de vendre un bien qui lui appartient ? C'est l'adhésion de notre pays à la CITES qui nous interdit de procéder à la vente de ces bois précieux. (...) Quelle est la raison qui nous empêcherait de quitter cette organisation si la population est vraiment dans la nécessité ?* »

13/05 - Les ministres des mines et les opérateurs miniers se concertent en vue de la levée du gel de l'octroi des permis miniers pour assurer la relance des activités du secteur pendant et après la crise sanitaire. Les opérateurs demandent également à L'Etat de laisser les compagnies minières reprendre leurs activités. Une demande qui concerne notamment le projet controversé « *Base Toliara* » qui, font-ils valoir, a contribué au soutien des communautés et de la région Atsimo Andrefana impactées par la crise sanitaire.

Pour le Craad-OI et le Collectif Tany, la crise du Covid-19 sert de prétexte aux responsables du projet « Base Toliara » pour continuer à passer outre les décisions étatiques au détriment des droits des communautés locales concernées. Une crainte déjà évoquée dans un communiqué des deux organisations le 22 avril et qui se confirme. Dans un nouveau communiqué elles écrivent¹⁴ : « *Les opérateurs des grandes mines mettent à profit le processus de concertation sur la situation socio-économique et l'après-Covid-19 pour se positionner comme étant les fers de lance de la stratégie de relance économique, notamment grâce aux moyens financiers dont ils disposent, à la différence des autres secteurs. Outre les promoteurs de 'Base Toliara' qui persistent à ignorer l'opposition farouche de la majorité des communautés affectées à la réalisation de leur projet minier, la société Ambatovy fait fi du fait que son site a été mis en quarantaine car il est à l'origine de nombreux cas de contamination par le Covid-19.* » La société civile déplore avoir été écartée de ce processus de consultation sur la stratégie de relance du secteur minier.

¹⁴ Cf. Blog Justmad - <https://p5.storage.canalblog.com/54/98/448497/126803115.pdf>

14/05 - Aire protégée d'Iremo - Recrudescence de l'exploitation de cristal. L'aire protégée fait partie des sites financés par la Fondation des aires protégées et de la biodiversité de Madagascar depuis 2013. Situé à 140 km à l'ouest d'Ambositra, ce site dispose de la végétation de Tapia la plus représentative de tout Madagascar et qui est favorable au développement de l'élevage de vers à soie. On y trouve également diverses espèces faunistiques et floristiques avec un taux d'endémicité de 89 %. Une recrudescence de l'exploitation de cristal est actuellement observée à l'intérieur de cette aire protégée. Face à la crise sanitaire, le gestionnaire, Royal Botanical Garden Kew, redouble d'efforts pour renforcer les patrouilles dans la zone tampon afin de prévenir les entrées illicites à l'intérieur du site, haut lieu d'activités écotouristiques avant la fermeture des frontières.

Des exploitations minières asiatiques mises en cause pour pollution au mercure. « *Toute entreprise responsable est tenue de respecter l'environnement dans lequel elle intervient* », a déclaré la ministre de l'environnement, Vahinala Raharinirina. La ministre a indiqué que 11 sites d'exploitation minière, tous gérés par des opérateurs asiatiques, présentent un niveau élevé de pollution au mercure. « *Je tiens à alerter les entreprises minières que les pollutions de l'environnement provoquées par les exploitations sont intolérables* », a-t-elle lancé. « *A part les mines d'exploitation aurifère chinoises, même les mines d'extraction de saphir thaïlandaises sont impliquées dans cette histoire* », relève un technicien de la direction des menaces environnementales et des contentieux forestiers. Après avoir extrait du saphir, ils prélèvent les remblais de terre et les alluvions afin de récupérer l'or en utilisant du mercure. Ils déversent ensuite les résidus dans les rivières. Or une loi et un arrêté ministériel interdisent l'utilisation du mercure dans l'extraction minière, en application de la Convention de Minamata sur le mercure de 2014.

26/05 - Le projet hydroélectrique de Volobe compromis par le tarissement des cours d'eau provoqué par des défrichements massifs et des extractions minières illicites. La centrale hydroélectrique de 120 MWh risque de ne pas être mise en fonctionnement en 2023, comme cela était prévu. Les grands fleuves assurant le réseau hydrique de la région Atsinanana proviennent de la forêt du corridor Ankeniheny-Zahamena (CAZ) qui subit actuellement de fortes pressions. L'écosystème est menacé et voit sa couverture forestière se réduire à vue d'œil. La disparition progressive des forêts a pour conséquence la raréfaction des pluies. L'ensablement menace aussi les rivières car les racines et la cime des arbres ne sont plus là pour protéger les sols. L'érosion provoque un déversement direct dans les cours d'eau, réduisant également la force de ces derniers. Le CAZ possède un écosystème forestier complexe et exceptionnel et fait partie des dernières forêts naturelles de la région Est, avec une superficie totale de 490 000 ha. Les communautés de base, les communes périphériques et le gestionnaire du corridor, Conservation International, se mobilisent. Le site d'extraction illicite de pierres d'Ampabokonana a été fermé et 500 personnes ont été expulsées du noyau dur de l'aire protégée, 42 campements ont été détruits et une dizaine de personnes ont été remises entre les mains de la justice.

16/05 - 1 865 espèces sont menacées à Madagascar d'après l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Les lémuriens sont les plus menacés en raison de la destruction de leur habitat provoquée par les coupes illicites de bois, les feux de forêts et la chasse illégale, indique le ministère de l'environnement. 95 % des espèces de lémuriens pourraient disparaître.

29/05 - La Coalition nationale de plaidoyer environnemental (CNPE) et Transparency International-Initiative Madagascar (TI-MG) ont signé une convention de partenariat. L'objectif est de travailler ensemble de manière stratégique pour lutter contre le trafic des ressources naturelles et la corruption, via notamment des échanges d'informations, des investigations communes et des actions de plaidoyer conjointes. Ils font le constat que comme presque tous les secteurs, celui des ressources naturelles est gangrené par la corruption. Trafics en tous genres et corruption disputent la vedette à l'exploitation illicite de ressources naturelles. Mines, forêts, ressources halieutiques, et même les aires protégées, sont exploitées par des individus qui bénéficient souvent d'une protection politique garantissant leur impunité. Une gabegie qui génère non seulement des injustices et des inégalités sociales mais aussi la destruction accélérée du patrimoine naturel. La CNPE est un regroupement de 52 organisations de la société civile œuvrant dans le secteur environnemental.

► Environnement, aménagement, litiges fonciers

26/05 - Madagascar fait partie des 10 pays dont l'économie serait fortement impactée par la perte de sa biodiversité d'ici 2050 si la tendance actuelle continue et si des mesures ne sont pas prises pour l'inverser. Une situation alarmante qui mérite l'attention de tous, estime le WWF qui invite à agir en rejoignant le mouvement mondial « *Nos voix pour la planète* » et en appelant à l'action pour sauvegarder la nature et la restaurer d'ici 2030.

03/05 - Les chenilles légionnaires détruisent les mangroves de la baie de Bombetoka. L'IRD a constaté que 85 % de l'espèce « *Avicennia Marina* » est ravagée par une chenille inconnue que les chercheurs de

l'université de Mahajanga, en collaboration avec l'université de Londres, s'attellent à identifier pour pouvoir lutter de façon pérenne.

23/05 - 200 ha de mangrove ont été détruits pour faire de charbon de bois dans le district d'Ambanja. Selon la ministre de l'environnement, une centaine d'individus sont impliquées dans cette déforestation.

10/05 - Rajoeliso Kotondrajaona, défenseur des intérêts des paysans, s'inquiète de l'arrivée possible d'accapareurs de terre pour lancer la culture industrielle de l'artemisia. Suite à l'appel d'Andry Rajoelina exhortant les agriculteurs malgaches à se tourner vers la culture de l'artemisia qui entre dans la composition du Covid-Organics, la plateforme Andrimason'ny fananantany (plateforme pour la défense du foncier), membre du FFKM, lance une mise en garde dans le quotidien *Lakroa*. Le chef de l'Etat a fait valoir que la tonne d'artemisia est commercialisée 3 000 dollars, contre 350 dollars pour la tonne de riz, une annonce qui risque selon elle de ne profiter qu'aux grands investisseurs et provoquer des expulsions de paysans. Le quotidien rappelle en effet que l'entreprise Bionexx, leader sur le marché de l'artemisia, serait à l'origine de l'expulsion de plusieurs centaines d'agriculteurs, selon le Collectif Tany [et non 6 900 comme indiqué par erreur dans l'article] dans la région Itasy en 2011 et 2012¹⁵. Le site *Madagate* a rappelé en outre que le mystérieux accident qui a coûté la vie en 2011 à la ministre de la population Nadine Ramaroson a eu lieu quelques jours après une discordance entre les dirigeants de Bionexx et les membres du cabinet de la ministre. Rajoeliso Kotondrajaona exhorte le pouvoir à aider l'agriculture familiale à se saisir de cette opportunité.

14/05 - La forêt domaniale d'Ampanihy sur l'île de Sainte-Marie fait l'objet de demandes d'acquisition foncière. Cela pourrait aboutir à sa privatisation et menacer son intégrité écologique, selon les Saint-mariens qui ont lancé une pétition. « *Les écosystèmes de la presqu'île d'Ampanihy sont proposés par la population comme zone vouée à une protection intégrale dans l'aire protégée marine et terrestre en cours de création à Sainte-Marie* », soulignent les communautés locales. Des opérations de reconnaissance par les services compétents ont déjà eu lieu, sans respect des délais liés aux formalités obligatoires de publicité. Un défrichement illégal de 4 km dans la forêt naturelle (coupe de bois de rose et d'autres espèces endémiques) a déjà été effectué en mars, visant à faciliter l'accès à un terrain à vocation touristique.

► Coopération, bailleurs de fonds

04/05 - Des milliers d'équipements médicaux dont des masques de protection, des combinaisons et des thermomètres ont été remis aux agents de santé malgaches par la Chine. L'ambassadrice de Chine, Yang Xiaorong, a réaffirmé la volonté de son gouvernement de poursuivre et d'amplifier l'aide de son pays aux pays d'Afrique. Le ministre de la santé publique, le ministre des transports et le secrétaire général-adjoint au de la présidence se sont déclarés « *reconnaisants pour cette contribution inestimable.* » La cérémonie s'est conclue par la visite du hangar de l'aéroport où étaient disposés les cartons contenant les équipements sanitaires et portant la mention : « *l'union fait la force.* »

22/05 - Un projet conjoint de la Russie et du Pnud a été lancé le 13 mars. D'un montant de 4 millions de dollars, il a pour but de contribuer à l'autosuffisance énergétique, à l'approvisionnement en eau et à l'alimentation dans les régions Androy, Anosy et Atsimo-Andrefana. Face aux aléas climatiques qui sévissent dans le Sud, la Russie a fait don de 382 tonnes de petits pois concassés et de 119 tonnes d'huile de tournesol en avril-mai aux entrepôts du PAM à Toliara et à Amboasary.

► Economie - Social

14/05 - Les entreprises du Groupement des entreprises franches et partenaires à l'agonie. 90 % sont contraintes de recourir au chômage technique. Seules les sociétés de call center sont épargnées. Le secteur est l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois, avec quelque 150.000 salariés. Ses pertes pour les mois d'avril et de mai se chiffrent à 62 millions de dollars. Le Groupement déplore le système adopté par l'Etat pour soutenir les acteurs touchés par le Covid-19 : « *On constate que le secteur informel bénéficie largement du soutien de l'Etat. Or, nous qui travaillons dans le secteur formel et qui avons été mobilisés dans la confection de masques ou encore la réception des appels à travers les deux lignes vertes, restons encore dans une longue attente.* »

25/05 - « Plan de mitigation¹⁶ : déclin économique en vue, propositions du secteur privé rejetées par l'Etat », titre Midi. Selon les membres du Groupement des entreprises (GEM), Madagascar fait partie des dix

¹⁵ <https://www.business-humanrights.org/fr/madagascar-des-milliers-de-familles-paysannes-ont-%C3%A9%C3%A9-expuls%C3%A9es-de-leurs-terres-au-profit-de-bionexx-selon-le-collectif-pour-la-d%C3%A9fense-des-terres-malgaches-tany>

¹⁶ Mitigation : mise en œuvre de mesures destinées à réduire les dommages associés à des risques
Justice et Droits de l'Homme à Madagascar

pays n'ayant pas de plan de sauvegarde économique clair pour faire face à la crise du Covid-19. Des milliers d'entreprises déposeront leur bilan à partir du mois prochain, faute de soutien de l'Etat. Après les trois premiers mois de crise, 15 % des employés des membres du GEM sont déjà au chômage. Le plan de mitigation réclamé, qui devait être mis en œuvre dès la fin avril, devait comprendre un plan de sauvegarde économique pour faire face à la crise et un plan de relance économique, pour « l'après ». Or « *le projet de loi de finances rectificative ne retrace aucune dépense pour ce plan* », dénonce-t-il. Le gouvernement aurait refusé toutes les propositions transmises. Le projet abandonné ciblait plus de 300 000 entreprises du secteur formel et plus de 2 millions d'« *unités de production individuelles* » dans le secteur informel. Un nouveau plan de relance serait en cours d'élaboration.

27/05 - La Conférence des travailleurs de Madagascar (CTM) a rejoint le rang de ceux qui militent pour l'application du plan de mitigation proposé par le secteur privé. Pour le CTM, il est plus que jamais indispensable que l'Etat et le secteur privé poursuivent un dialogue constructif afin de mettre en œuvre rapidement ce plan sinon beaucoup d'entreprises vont tout simplement fermer. Un dialogue tripartite serait la meilleure formule pour l'élaboration de ce dispositif.

16/05 - Impacts économiques du Covid-19 : vers une inflation galopante et une dépréciation accentuée de l'Ariary. Le ministère de l'économie et des finances anticipe une baisse de la croissance pour cette année, qui serait désormais de 1,5 % alors que la prévision initiale était de 5,5 %. Le taux d'inflation prévu est estimé à 7,2 %, contre une prévision initiale de 6,2 %. La baisse prévue des recettes fiscales est de l'ordre de 29 %. La monnaie nationale est également menacée par la crise du Covid-19. Madagascar a bénéficié de financements d'une valeur de 444 millions de dollars pour faire face à la crise. Selon les économistes, la manière d'utiliser ces fonds aura une incidence sur l'inflation et le taux de change.

Pour L'Express, une crise sociale menace. « *Les files désordonnées autour des Fokontany de la capitale en disent long sur l'ampleur de la tâche qui attend le gouvernement sur la bataille du social* », alors que le « *Tosika Fameno* » touche à sa fin, confirme le Fonds d'intervention pour le Développement (FID). A Antananarivo, plus de 5 000 plaintes ont été déposées par des personnes qui ne figuraient pas dans la liste des bénéficiaires.

30/05 - La State Procurement of Madagascar (SPM), une société mise en place par l'Etat, a déjà importé 16.000 tonnes de riz. Le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, Lantsoa Rakotomalala, rassure les consommateurs : il n'y aurait pas de pénurie de PPN à Madagascar affirme-t-il. Le ministère prévoit de constituer un stock stratégique pour le cas où la pandémie viendrait à désorganiser les marchés, faire obstacle à la distribution de la production et provoquer des hausses de prix. Des brigades mixtes composées des forces de l'ordre et des agents du ministère effectuent un contrôle continu de l'évolution des prix des PPN.

22/05 - L'artémisia nouvel or vert de Madagascar ? s'interroge Slate Afrique. « *La vie de tous les Malgaches va changer*, a récemment lancé Andry Rajoelina, *Dans la riziculture, c'est 350 dollars la tonne, la tonne d'artémisia c'est 3.000 dollars* ». Patron de la société Bionexx, Charles Gibrain produit de l'artémisia depuis 2005 à Madagascar pour les traitements antipaludéens. Lui aussi est persuadé du potentiel économique de la plante. « *Cette plante est une mauvaise herbe et peut pousser n'importe où*, plaide-t-il. *La seule difficulté, c'est de la faire pousser dans des conditions qui permettent d'être plus compétitif par rapport aux concurrents chinois* ». Pour y parvenir, il travaille sur un procédé qui, espère-t-il, doit permettre de croiser plusieurs souches pour en obtenir une version améliorée. « *Ce travail ne nécessite pas moins de quatre ans d'investissement* », précise toutefois l'un de ses chercheurs. Mais tous les agriculteurs ne sont pas convaincus de la rentabilité de la plante. Des paysans qui s'étaient lancés dans l'aventure l'ont vite interrompue. « *On a laissé tomber à cause du prix*, regrette l'un d'eux. *On nous a acheté à 1.050 Ar le kilo d'artémisia séchée alors qu'on pensait en obtenir 3.000 Ar* ». « *Si on nous paie moins de 15.000 Ar le kilo, ça n'est pas rentable* », renchérit une collègue. « *L'artémisia occupe nos champs pour six mois*, ajoute-t-elle. *En six mois, on peut faire trois cycles de cultures maraichères qui nous rapportent trois fois plus*. » Des arguments balayés par le patron de Bionexx. « *Si on n'était pas attractifs dans notre proposition de prix, on n'aurait pas 16.000 paysans avec nous* », se défend-il. « *On ne cultive pas l'artémisia pour son prix, on la cultive car c'est un produit sûr avec moins de risque de perte avec zéro stock* », confie un autre agriculteur qui travaille avec Bionexx depuis cinq ans. En revanche, elle ne peut pas, comme l'affirme le président, remplacer le riz, « *car l'artémisia rapporte moins* », insiste-t-il. Charles Gibrain reste malgré tout certain de tenir entre ses mains la nouvelle vanille. Et il veut faire de son entreprise, qui en produit 2.500 tonnes l'an, « *l'un des trois leaders mondiaux de l'artémisia* » aux côtés des Chinois. Pour le sociologue Marcel Razafimahatratra, plutôt que d'espérer un miracle vert, le gouvernement devrait d'abord se préoccuper de la sécurité alimentaire de ses 26 millions d'habitants. Neuf sur dix survivent avec moins de deux dollars par jour. « *Au lieu d'importer 300.000 à un million de tonnes de riz par an, le pays devrait d'abord combler ce déficit* », estime-t-il.

Mis sur le marché en avril, les détails sur les filières de production du Covid-Organics n'ont pas été révélés, comme les quantités produites ou le coût de production. **Le Monde indique que des entreprises françaises, chinoises et malgaches interviennent dans la mise en œuvre du médicament.** Outre Bionexx spécialisé

dans la production et la purification d'artémisia, deux autres entreprises jouent des rôles clés : TAF et Vidzar. La première est spécialisée dans l'agroalimentaire et notamment dans le café et le thé. Fondée par le Franco-grec Panayotis Taloumis, la société est chargée de mettre la tisane en sachets. Elle assemble, remplit et met en carton les infusettes. Quant à Vidzar, qui règne sur le marché du rhum et des spiritueux, elle procède à la mise en bouteille de la version décoction. L'entreprise a été créée en 1981, par le Sino-malgache Lucien Fohine qui produit le célèbre rhum Dzama, et est dirigée par son fils Franck depuis 1996.

La gestion de la société pharmaceutique Ofafa de Tanjombato reprise en main par l'Etat. Andry Rajoelina a concrétisé sa promesse de promouvoir l'installation d'une industrie pharmaceutique à Madagascar d'ici la fête de l'indépendance du 26 juin. Suite à des difficultés financières, la société avait licencié son personnel en 2007. Les locaux avaient été loués à une entreprise franche textile chinoise. Une partie sera récupérée par l'Etat qui va prendre en charge leur réfection. Ofafa pourrait produire du Covid-Organics. L'entreprise faisait partie des sociétés à participation majoritaire de l'Etat, privatisées dans les années 2000.

20/05 - L'Ariary se déprécie face à l'euro depuis le mois de mars. Cette situation s'expliquerait par la baisse de rentrée de devises liée à l'arrêt du secteur du tourisme et au rapatriement de capitaux par les investisseurs. Le secteur du tourisme contribue à hauteur de 13 % au PIB national. « *Les investisseurs étrangers et les firmes multinationales présents à Madagascar font également face à d'importantes difficultés. Il est possible qu'ils mobilisent les capitaux utilisés ici pour amortir les chocs de la crise dans leur pays respectif* », avance un membre du Cercle de réflexion des économistes de Madagascar. La monnaie nationale pourrait cependant reprendre légèrement de la valeur durant le second semestre avec la récolte des produits de rente, tels que la vanille, le cacao et le poivre, à condition que les importations soient maîtrisées.

04/05 - Un colonel de gendarmerie et un magistrat ont été nommés pour renforcer la lutte contre les fraudes et vols d'eau et d'électricité de la Jirama. 4,4 milliards Ar. ont déjà été recouverts en 2019, soit l'équivalent de 41 % de taux de recouvrement d'anomalies dénoncées par des tierces personnes ou constatées par la Jirama. Ce taux atteint 47 % pour l'eau, soit un total d'un peu plus d'un milliard Ar. Les dénonciations seront encouragées. 65 % du total des gros usagers eau de la Jirama ont présenté des anomalies dans leur consommation en 2019. La Jirama s'est dotée de technologies avancées lors des ratissages sur terrain pour débusquer les branchements irréguliers et les compteurs falsifiés.

28/05 - Malgré un prix encore incertain, les vols de vanille verte restent un fléau pour les planteurs. La Grande île concentre 80 % de la production mondiale et dans les champs l'épice attire toujours la convoitise. En février, les autorités ont fixé le prix à 350 dollars le kilo à l'exportation. Alors que les planteurs de la région Sava attendent l'ouverture de la campagne de récolte au mois de juillet, les vols de gousses sont de plus en plus nombreux. Depuis le début de l'année, les forces de l'ordre ont arrêté 90 voleurs. Des auto-défenses villageoises ont été mises en place. Deux lynchages de voleurs de vanille sont déplorés. Des pièges ont été installés, qui déclenchent automatiquement des tirs. Avec 1 500 tonnes exportées lors de la dernière campagne, les vols ont diminué la qualité de l'épice.

28/05 - Conséquence de la pandémie - 850 expatriés, issus de 39 nationalités, travaillant pour le compte du projet Ambatovy, s'appêtent à quitter la Grande île. Une première vague de départ, depuis Toamasina pour Antananarivo, première étape du trajet, a déjà eu lieu. La compagnie précise que ces rapatriements sont « *temporaires* ». Elle affirme compter « *reprandre la production dès que les conditions le permettront avec l'ensemble du personnel national et expatrié* ». L'Union des syndicats des travailleurs de Madagascar (FI-SEMA) Ambatovy avait dénoncé la stigmatisation des employés de la compagnie, rappelant que « *les employés évoluent dans les normes internationales les plus élevées en matière de santé et de sécurité au travail* ». Un expatrié Philippin est décédé du coronavirus à la clinique de l'usine à Toamasina le 18 mai. La compagnie avait déjà suspendu ses activités le 14 avril « *afin de respecter les mesures face à l'état d'urgence sanitaire* » dans la Grande île. Le 3 mai Andry Rajoelina avait annoncé la mise en quarantaine d'Ambatovy. Le ministre des mines avait ordonné le confinement de 150 employés réalisant le service minimum à l'usine de transformation de la compagnie à Toamasina. Ambatovy emploie actuellement environ 8 000 salariés dont 90 % de nationalité malgache. C'est l'un des plus grands employeurs du secteur privé. Le marché international des produits miniers est à son niveau le plus bas suite à la crise sanitaire, ce qui amplifie encore l'inquiétude quant au devenir du projet.

12/05 - Actions sociales auprès des sans-abris : les interventions dans les rues bientôt interdites. « *La commune d'Antananarivo s'engage à gérer les appels aux dons (PPN, vêtements, etc.) auprès des acteurs caritatifs, qui œuvrent traditionnellement auprès de la population des sans-abris. Suite à la décision de la commune d'interdire toutes interventions à l'endroit des sans-abris dans les rues et places de la ville, telles que distribution de repas, de couverture, tous les intervenants seront invités à déposer leurs dons à la communauté urbaine, suivant un calendrier et un processus préalablement défini par les équipes de la commune* ». C'est ce que l'on peut lire dans le projet de protocole d'accord relatif au projet de réhabilitation et de gestion

du centre d'hébergement provisoire des sans-abris d'Anosizato mis au point avec la fondation Axian. Ces interventions non coordonnées, est-il écrit, renforcent l'esprit d'assistanat motivant les sans-abris à rester dans les rues et ruelles de la ville. L'accord devrait être signé très prochainement.

Taux de change au 30/05/20 : 1 euro = 4 222 Ariary

Sources : L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune, Newsmada, La Vérité, La Gazette 2GI, Orange.mg, Madagate, Moov, 2424.mg, Politika.mg, Justice Madagascar (Facebook), Agence malagasy de presse.com, afriqueactudaily.com, <https://www.lakroa.mg>